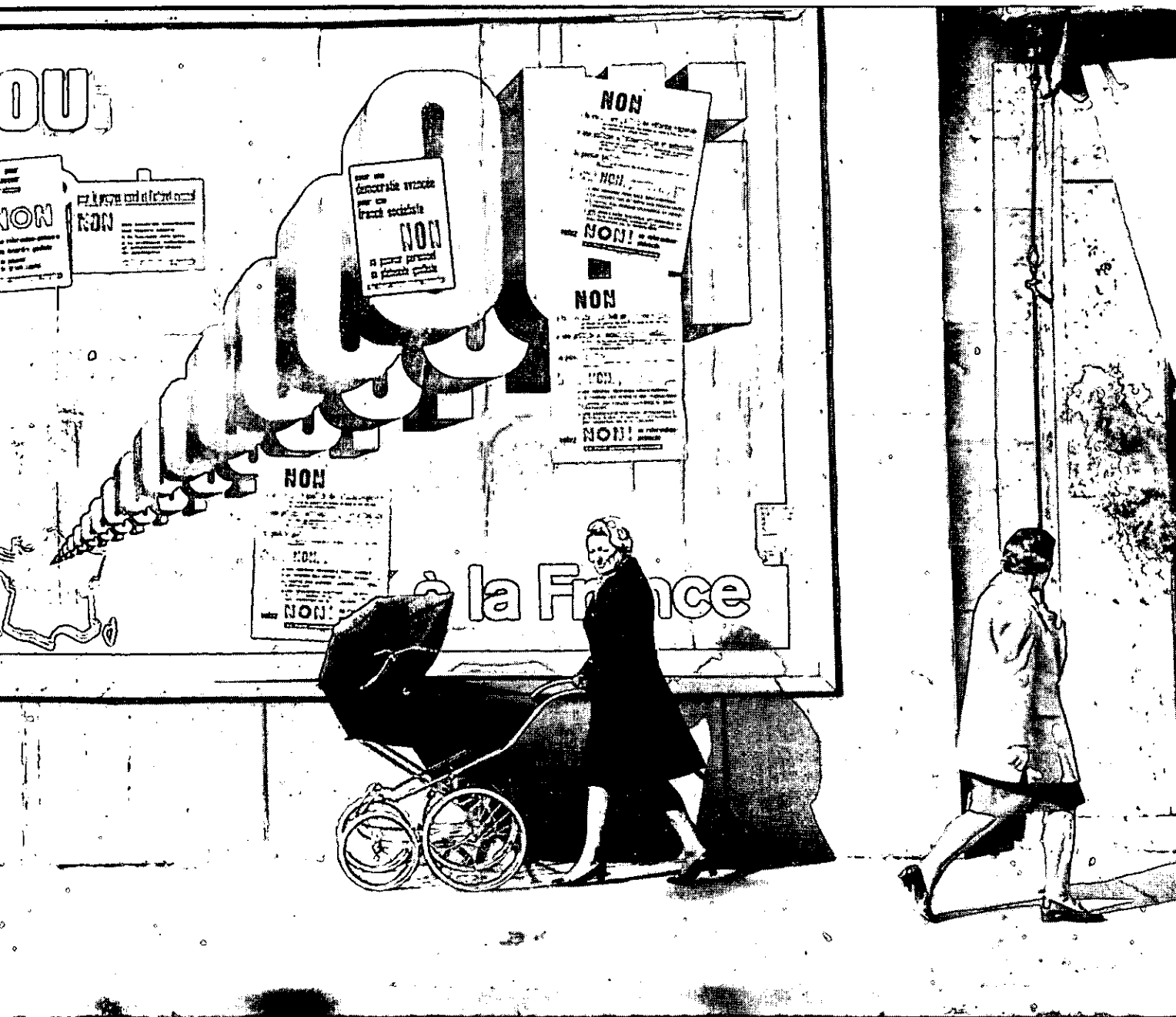


FRANCE-FORUM



DU DEFI AU DESAVEU — DE LA POESIE A LA PROSE — UN HOMME D'AUTREFOIS — LA PAROLE GAULLIENNE — LE MILITAIRE ET LE POLITIQUE — REGIMES POLITIQUES ET GOUVERNEMENT DE LA FRANCE — LE PARADOXE REFERENDAIRE — EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALISME CULTUREL — L'EUROPE CULTURELLE ET LES CULTURES NATIONALES — POUR UNE PHILOSOPHIE DE LA CULTURE — NOTES DE LECTURE

MAI 1969 - N° 95 - 2,50 F

FRANCE FORUM

Sommaire

95

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 n^o par an 20 F

Abonnement de soutien 30 F

MAI 1969

Photos : Keystone - A.F.P. - Bulloz - United Press.

ÉDITORIAL

- DE LA POESIE A LA PROSE,
PAR HENRI BOURBON 2

FORUM

- DU DEFI AU DESAVEU,
PAR ETIENNE BORNE 3
- UN HOMME D'AUTREFOIS,
PAR GEORGES LE BRUN KERIS 6
- LA PAROLE GAULLIENNE,
PAR RENE PASCAL 7
- LE MILITAIRE ET LE POLITIQUE,
PAR JEAN MAURICE 8
- LA PRESSE DEVANT LE DEPART DU GENERAL DE
GAULLE, AVEC GEORGES SUFFERT, JEAN DANIEL,
JEAN BOISSONNAT, THIERRY MAULNIER, ANDRE
RIBAUD, ANDRE DUMAS 8

ÉTUDE

- REGIMES POLITIQUES ET GOUVERNEMENT DE LA
FRANCE, PAR PIERRE AVRIL 12

DOSSIERS

- EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALISME CULTUREL,
PAR ROBERT BURON 20
- L'EUROPE CULTURELLE ET LES CULTURES NATIO-
NALES, PAR JACQUES BARROT 25
- POUR UNE PHILOSOPHIE DE LA CULTURE,
PAR ETIENNE BORNE 27

PROPOS DU TEMPS

- UNE NIAISERIE HUMANISTE : LA PHILOSOPHIE,
PAR ETIENNE BORNE 38

CINÉMA

- CEREMONIE SECRETE,
PAR CECILE DELANGHE 32

NOTES DE LECTURE

- D'UNE SAINTE FAMILLE A L'AUTRE, DE RAYMOND
ARON, PAR MAURICE BLIN 33
- LA LIBERTE INTELLECTUELLE EN U.R.S.S. ET LA
COEXISTENCE D'ANDREI D. SAKHAROV,
PAR JACQUES BOSSER 34
- APRES LE REFERENDUM, L'AVENIR DE LA REGION,
PAR GENEVIEVE PASCAUD 35
- LA FIN DE LA III^e REPUBLIQUE (1938-1940),
D'EDOUARD BONNEFOUS, PAR HENRI DISSEZ .. 37

De la poésie à la prose

par Henri Bourbon

LE départ du général de Gaulle de la scène politique met la démocratie française à l'épreuve et devrait obliger les démocrates français à s'interroger sur le contenu et le sens, les formes et les méthodes d'une politique démocratique.

Nous sommes dans une période de transition où les romantiques amoureux des tempêtes à venir diraient que l'histoire retient son souffle. D'une certaine manière il ne s'est rien passé que le départ du général de Gaulle : rues calmes, manifestations traditionnellement révolutionnaires sagement décommandées, aucune agitation des esprits et opinion sans fièvre. Mais cette sorte de sérénité pourrait être aussi un événement essentiel qui ne signifierait pas indifférence et passivité et pourrait avoir une assez grande portée politique. Chez les vainqueurs du référendum on n'a pas donné dans un triomphalisme qui aurait été un signe d'irresponsabilité passionnelle. Le gouvernement, politiquement battu, a montré, à quelques exceptions près, assez de sens politique pour oublier les prospectives dramatiques de la campagne référendaire afin d'organiser fonctionnellement la transition.

Cet accord spontané et objectif des uns et des autres était-il inconscience de la portée historique de l'événement ? Absolument pas.

Mais tout s'est passé comme si chacun et tous se mettaient à l'unisson de la dignité avec laquelle le général de Gaulle prenait congé de la Nation. Les rares fausses notes qui se faisaient entendre — gaullistes ou antigauillistes — sonnaient, dans ce climat, comme des fautes de goût. La France continuait — ce qui va de soi. Mais les institutions n'étaient pas ébranlées, et sans avoir, comme il l'a dit, la prétention de « succéder au général de Gaulle », le Président de la République par intérim, M. Alain Poher, se trouvait accordé par son passé et sa personnalité à ce moment de dignité et de gravité qui n'appelait d'autre style que la simplicité. La fragile coexistence pacifique qui, par delà les sentiments et les ressentiments, s'est établie entre la Présidence intérimaire de la République et le gouvernement, mérite d'être préservée car elle est, en ces semaines délicates, une garantie de la bonne marche de l'Etat et de la loyauté de l'élection présidentielle prochaine.

La campagne présidentielle qui va s'ouvrir sera une expérience assez purement démocratique dans la mesure où les hommes seront les hommes et les idées les idées, sans qu'intervienne directement pour les exalter ou les abaisser démesurément la part d'Histoire et de Légende représentée par la personne de Charles de Gaulle.

En un sens, nous passons de la poésie lyrique ou épique à l'ordinaire prose démocratique... Qu'on ne prenne pas un changement de cet ordre pour une dégradation. Etienne Borne raconte qu'Alain qui sollicitait des « essais libres » de ses « khagheux » et qui recevait un excès de poèmes disait à ces inspirés : « Faites plutôt de la prose, c'est autrement difficile ». Car, en effet, ce retour à la prose ne veut pas dire qu'on va désormais considérer les problèmes d'organisation de la production, de répartition des richesses,

de hiérarchie des investissements, de niveau de vie, de loisirs, comme s'ils ne relevaient que de la seule technique alors qu'ils mettent en cause des valeurs, des finalités, des options. Les grands débats d'idées et de doctrines ne seront pas supprimés mais seulement démythifiés.

Nous sommes à l'heure de la vérité. Qu'on ne se scandalise pas, à la manière des bien-pensants de la droite et de l'extrême-gauche, du « spectacle » donné par les affrontements entre les diverses tendances de la gauche, car il révèle des divisions qui se fondent sur des stratégies et des philosophies différentes qui pourraient bien demeurer irréductibles.

On n'éluera pas les vraies questions. Par exemple, comment se fait-il que les Français prompts à se passionner pour la compétition présidentielle, dans la mesure où elle leur propose un choix binaire, apparaissent aujourd'hui fort éloignés des formules apparemment commodes du bipartisme ? En effet, sans préjuger de l'évolution des courants politiques dans l'avenir, il n'est pas contestable que, dans l'immédiat, il y a, entre le gaullisme et le communisme non pas le néant, comme l'affirmait récemment encore un écrivain prestigieux, mais quelques millions de Français dont les aspirations ne sont ni imprécises ni médiocres.

Par ailleurs, allons-nous vivre, après de Gaulle, sous le règne d'un parti non seulement à vocation mais à destin majoritaire, l'opposition républicainement utile restant condamnée à être toujours l'opposition ? Ou bien, l'événement rend-il crédible une alternance indispensable à une vie démocratique normale mais qu'ont rendu toujours difficile en France les fascinations extrémistes et les intolérances dogmatiques ?

Que nous réserve le proche avenir ? Des difficultés devront être surmontées, des transformations assumées ; il dépend de la lucidité des responsables politiques et de la maturité de l'opinion que les unes et les autres ne constituent pas des épreuves mais des stimulants pour le pays.

Ce numéro de *France-Forum*, qui est sous presse au moment où va commencer la campagne présidentielle, tout en tenant compte de la circonstance, n'oublie pas la permanence d'un certain nombre de problèmes fondamentaux.

— D'une part, on trouvera dans ce numéro des réflexions d'Etienne Borne, Georges Le Brun Kéris, René Pascal, Jean Maurice, Pierre Avril sur le général de Gaulle et sur l'échec du référendum, auxquelles nous avons ajouté quelques jugements, portraits et commentaires parus dans la presse immédiatement après le 27 avril.

— D'autre part, à la suite de l'étude de Jean Onimus parue dans notre précédent numéro, nous publions un ensemble d'essais sur la culture de Robert Buron, Jacques Barrot, Etienne Borne, textes qui ne répondent pas aux mêmes préoccupations et laissent en suspens la grande question de la relation entre culture et démocratie sur laquelle nous nous obligeons ainsi à revenir.

Présence à l'événement, souci de la recherche : intentions constantes de *France-Forum*...

Du défi au désaveu

par Etienne Borne

IL faudrait pour parler dignement de la grandeur historique une certaine puissance de pensée, laquelle ne se rencontre guère que chez quelques géants de la philosophie. C'est ainsi que le départ du général de Gaulle mérite d'être commenté à partir de cet extraordinaire raccourci sur le destin dont Hegel écrit qu'il est « la conscience de soi » devenue à elle-même « son ennemi ». La formule semble impénétrable à force de concision, mais la lumière concentrée qu'elle rayonne éclaire comme il convient l'événement du 27 avril, l'acteur aussi bien que l'épisode.

Ce référendum perdu apparaît d'abord comme un défi au destin extérieur, à la fin le plus fort, mais il manifeste plus profondément la vérité intérieure d'un homme, le démon — au sens démonique et non démoniaque du terme — qui n'a jamais cessé de le posséder et qui fait un plus rigoureux destin, étant la conscience même d'une conscience. Tout s'est passé comme si le général de Gaulle avait voulu savoir où il en était et ce qu'il était, remettant en cause cette relation singulière avec la France qui, au long de trois décennies, a été la mystique de son existence politique. Epreuve que le chef de l'Etat a voulu pour des raisons plus profondes que le souci de l'Etat et qu'il a voulu seul — car le général de Gaulle semble bien n'avoir consulté autrui qu'afin de mieux vérifier, grâce à la litanie des avis contraires, la solitude de sa décision, si bien qu'il a été en cette circonstance qui scelle son destin, et selon le mot de Hegel, son plus proche et plus redoutable ennemi. Tout lui déconseillait cette aventure : il disposait d'un premier ministre tout neuf dans cette fonction, d'une récente majorité parlementaire prête à un loyalisme continué, son mandat était encore assez loin de son terme, il avait mieux que jamais l'Etat dans ses seules mains, et pourtant le général de Gaulle s'est obstiné à tenter le sort des urnes et d'une manière telle qu'il s'exposait à tout perdre d'un coup, irréparablement. Le destin du général de Gaulle c'est bien le général de Gaulle devenu ennemi du général de Gaulle. Vérité encore énigmatique et qu'il faut tenter de comprendre.

Pourrait nous aider à la déchiffrer le plus illustre des amis, dans les lettres françaises, du général de Gaulle qui écrivait avant l'événement, et changeant de style — non sans un étonnant pressentiment du pire — énonçait que l'homme a toujours eu en politique un comportement de joueur ; et il faut sans doute entendre ce mot dans un sens total et profond ; le joueur, qui ainsi peut devenir à lui-même son ennemi, c'est l' amoureux du risque et du suspens dramatique, celui qui se sent davantage vivre lorsque la boule et l'urne hésitent entre le rouge et le noir, le oui et le non, cet homme de passion pour lequel la possession demeurerait odieusement fade si elle restait paisiblement assurée

alors qu'elle est vivifiée par la familiarité du péril, et il faudra alors, en temps calme, solliciter l'orage et réveiller à grand bruit la menace lassée et endormie à force d'avoir toujours été déjouée. « Ne veuillez point vous perdre et vous êtes sauvé », tel serait, en langue classique, le conseil de la prudence. Mais, répond le joueur, sans la possibilité prochaine de la perte, le salut ne serait que le plus méprisable des comforts. Vivre c'est vivre dangereusement.

Une telle exégèse n'est pas sans quelque vraisemblance, encore qu'il soit assez surprenant que François Mauriac qui a dépensé un si grand talent et tant de cœur pour sans cesse proposer une lecture chrétienne de la politique gaulliste, ait recours à une maxime typiquement nietzschéenne pour expliquer l'insolite de ce dernier acte. Signe peut-être d'une retombée de ferveur. Toutefois si le général de Gaulle est un joueur et la pratique du quitte ou double est conduite de joueur, l'importance de l'enjeu et la taille du personnage en font un joueur d'une espèce si singulière qu'elle fait éclater la banalité des psychologies établies. Le Général n'a pas joué pour jouer, mais plutôt parce qu'il avait besoin, et un besoin absolu, d'une réponse à une certaine question présente peut-être en lui dès le ballottage des élections présidentielles de 1965, mais devenue obsédante depuis l'énorme événement de mai 68. L'assurance du verbe qui jamais n'a défailli n'est pas incompatible avec l'anxiété du cœur et peut même la traduire en même temps qu'elle la masque : phénomène classique de compensation. Tout indique que le général de Gaulle a été profondément atteint par les mouvements de mai, qui le mettaient directement en question, et avec lui l'idée qu'il s'est toujours fait de la France. Dans les troubles de la rue et plus encore dans le désordre des esprits, il lisait moins un échec de sa politique qu'un outrage à la fois à sa personne et à sa fonction, un commencement de désaveu pour ce qu'il a toujours appelé sa légitimité, notion de caractère sacré et qu'il importe de ne pas confondre avec le concept juridique de légalité. Aussi, bien que la légalité l'ait emporté en juin 68, fallait-il mettre le peuple en demeure de lui renouveler solennellement cette consécration qui est, selon sa constante conviction, le fondement de sa légitimité. D'où l'idée de lier à un vaste propos de réaménagement des institutions une question de confiance telle que si la réponse était positive, serait rendue au général de Gaulle une certaine assurance profonde qui, depuis la fin de la guerre d'Algérie, se trouvait menacée par l'ambiguïté des événements et les incertitudes des hommes.

Ambiguïté et incertitudes que n'avaient pu trancher, il faut y insister, les scrutins parlementaires décisifs de juin 68. Parce que — de même que selon Hegel les prétendus héros de l'histoire ne sont dans l'en-soi des



18 JUIN 1968
18 heures

« A mesure que s'envolaient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. A 49 ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. »

27 AVRIL 1968



choses que « les agents d'affaire du génie de l'univers », seul véritablement sage et héroïque — ainsi le chargé d'affaires qui s'était battu en juin 68 à place du général de Gaulle et avait été l'organisateur de la victoire ainsi que la majorité élue sur le thème de l'ordre à rétablir et de la sécurité à préserver pouvaient bien, celle-ci comme celui-là, le représenter en quelque manière, être ses intermédiaires entre le peuple et lui ; mais représentation et intermédiaires ne peuvent qu'affadir et falsifier cette relation éminemment singulière qui unit et fait communiquer le chef et son peuple, le peuple et son chef, relation qui est toute une religion politique, possède son propre rituel, lequel ne saurait se confondre avec les mécanismes de la démocratie parlementariste. En d'autres termes, le général de Gaulle n'aurait pas été le général de Gaulle s'il s'était résigné à admettre, pour de basses raisons de sécurité de l'emploi, qu'un succès du gaullisme pût équivaloir à une victoire du général de Gaulle. En plaçant le peuple tout entier devant l'alternative de l'aveu ou du désaveu, le Général donnait certes une chance inespérée aux oppositions qui pouvaient dès lors additionner des forces mal coordonnables sur d'autres terrains. Et, en effet, en juin 68, le premier ministre d'alors, chef d'état-major de la bataille, avait su tirer tactiquement bon parti de la disparité entre les diverses sortes d'anti-gaullisme. Mais un Charles de Gaulle ne se bat pas à la manière d'un Georges Pompidou ou d'un Horace auxquels il suffit d'être, en des rencontres parcellaires, chaque fois et donc au total plus fort que les Curiaes désaccordés. Il pratiquera donc, pour l'émerveillement de quelques vieux compagnons et pour la terreur de plus récents et plus positifs barons du système, ce surplus de chevalerie dans lequel un Edmond Michelet reconnaîtrait le style péguyste : il provoquera tous ses adversaires à la fois, attendant, pour engager le fer, qu'ils soient tous rassemblés sur la même ligne, et il

se présentera non pas comme l'honorable et reposant gérant de la société établie, mais comme le champion du mouvement, impatient de changer une fois encore les règles du jeu jusqu'à bouleverser les structures constitutionnellement acquises.

On redira ici que Charles de Gaulle ne pouvait pas ne pas se conformer, en sollicitant imprudemment le destin, à une certaine image héroïque de lui-même, que le propre du héros est de ne se point résoudre à habiter, conservateur de son propre monument, le personnage du glorieux ancien combattant, bref de chercher un nouvel exploit encore plus éclatant et de défier le destin pour le faire se prononcer sans équivoque possible. Parler avec la sagesse des nations d'une démesure qui finit par appeler le malheur, c'est utiliser une grille commode, mais qu'il faut beaucoup compliquer pour l'ajuster à l'événement, car, encore une fois, le destin consulté et défié était plus intérieur qu'extérieur, et l'exploit cherché ne relevait pas seulement d'une rivalité œdipienne entre le père dépassé par le fils et qui voulait prouver et se prouver qu'il peut obtenir seul de la France plus et mieux que l'autre, il y a onze mois ; cet exploit manqué entendait vaincre avec les ennemis du dehors un doute intime, intolérable à un homme qui a pu, pour arriver à ses fins politiques, user et abuser des détours dialectiques,

mais qui, en dernière analyse, est resté jusqu'au bout l'homme d'un absolu : impossible d'occuper l'État, même légalement, sans, libre d'équivoque, l'adhésion d'un peuple rassemblé dans un acte global, visible, de confiance. Ou plutôt de connivence profonde. Car cette confiance, il semblait qu'elle allât s'altérant et s'effritant, et il fallait la ranimer à sa source. Les forces adverses restaient puissantes, sur les intellectuels par les hebdomadaires, sur les travailleurs par les syndicats ; l'usure d'un trop long commerce entre le peuple et le chef change en habitudes paisiblement tolérantes les vives découvertes d'un temps aboli par le temps ; la désaffection est fatale des jeunes générations qui tendent à rejeter dans un passé mythique un légendaire héroïque dont il est évidemment peu croyable qu'il ait pu coïncider avec l'histoire : autant de raisons de craindre que le pire soit désormais le plus certain. Mais alors, s'ils ne veulent plus de de Gaulle, qu'ils le disent clairement une bonne fois. Le Général a perdu parce qu'il a voulu savoir le fond des choses. Passion de la connaissance plus encore que passion du jeu. Jusqu'au bout le Général aura été l'artisan de son destin politique, et sa liberté seule est ce destin, car il avait tellement besoin de sacré qu'il lui fallait bien s'exposer, encore une fois pour savoir, à une possible, probable, peut-être nécessaire désacralisation.

Cette relation entre la France et lui, il la pensait et la vivait sur le mode d'un lien nuptial, et peut aussi bien éclairer le sens de cette page tournée l'analogie d'un couple, envoûté par un amour qui se veut total et qui est bien capable de se défaire et de se détruire

par ce besoin d'absolu. Il faut ôter tous les doutes, explorer tous les recoins du passé et tous les replis du sentiment, vider le fond de toutes les poches, mettre à jour toutes les doublures, et bien comparer envers et endroit afin qu'il n'y ait plus de dessous de jeu. Grande et totale explication qui seule est à la mesure de l'absolu de l'amour. D'où un jour une fatalité de rupture. C'est après une explication de cette sorte que le 28 avril, un peu après minuit, le général de Gaulle a rompu ses liens avec les Français d'aujourd'hui, sans autre explicit qu'un sec constat juridique, préférant la séparation et le silence à la perpétuation d'un laborieux et équivoque dialogue.

Le défi appelant le désaveu, telle est la morale de l'événement qui apparaît dans une lumière de destin comme la mise à jour des contradictions qui nouées ensemble composaient le destin du général de Gaulle. On a insisté sur l'une d'entre elles, il est vrai fondamentale : jamais une question de confiance ne pouvait équivaloir à cet aveu de reconnaissance réciproque qui aurait fait se rejoindre dans le chef de l'État la fonction et la vocation. Appelât-elle longtemps une réponse assidûment positive, rien n'était jamais réglé, car confiance et aveu, l'une relative, l'autre ne tolérant que l'absolu du oui ou du non, appartiennent à deux ordres aussi différents que le raisonnable et l'irrationnel, la politique et la mystique ; aussi fallait-il poser et reposer sans cesse cette question de confiance qui était hantée par l'idée de l'aveu impossible à exprimer dans l'objectivité et la rationalité démocratiques. Et

« Dans le tumulte des hommes et des événements, la solitude était ma tentation. Maintenant elle est une amie. De quelle autre se contenter quand on a rencontré l'histoire ? »

Charles de Gaulle.

si la confiance donnée ne coïncide jamais avec l'aveu demandé, la confiance refusée ruine définitivement toute possibilité d'aveu. On n'a envisagé ici qu'un certain rapport entre le général de Gaulle et l'événement du 27 avril. La personnalité du Général, l'événement dont les suites restent en suspens, le phénomène gaulliste dans son ampleur historique appelleront des analyses

plus étudiées et des commentaires plus amples. Il a suffi de montrer, en attendant, et au ras de l'événement, que celui-ci avait valeur d'un désaveu — dans un sens qui porte au-delà de la politique. Ce qui pourrait mettre en question l'idée d'un après-gaullisme qui serait encore le gaullisme.

Etienne BORNE ■

Un homme d'autrefois

par Georges Le Brun Keris

CETTE VOIX, je l'entends encore, telle je l'entendis à la radio en un soir de juin 1940, dans un village de la Creuse où l'exode m'avait déposé comme le flux une épave. Une voix d'éloquence rugueuse et mal accordée. Elle ne connaissait pas les inflexions savantes qu'un acteur du Français devait lui apprendre par la suite. Pourtant elle eut le pouvoir de rassembler et revivifier tout ce qui restait de force à un homme jeune. Elle le tira hors l'abîme de son désespoir.

Par la suite, même si j'eus à découvrir, en Amérique et en Alger, que la France Libre n'avait pas possédé la pureté que dans ma foi je lui croyais, même si je dus apprendre les noms du colonel Passy et de quelques autres, même si encore plus depuis dix ans l'icône s'est dégradée, cette voix ne s'est jamais tue dans ma mémoire.

Le général de Gaulle, l'homme dont je cherche, pour cette nécrologie d'un mort vivant, à cerner le visage, c'est d'abord cette voix de juin 1940. Mais ce qui fit ce jour là sa grandeur fut depuis la cause de son déclin. Car s'il avait effectivement, selon le mot de Malraux, « épousé l'Histoire », ce fut d'un mariage sans lendemain. Il l'avait épousée avec une noblesse toute médiévale : celle du preux. Notre défaite se situait dans la lignée des autres défaites de notre peuple et, apte par sa formation et ses traditions à la comprendre dans toute sa honte, comme les héros dont on lui avait tracé des modèles à Saint-Cyr, il la refusa. Hélas, il ne possédait justement de vraie culture, avec la fréquentation elle aussi « passéiste » des classiques, que cette histoire enseignée dans une école militaire. Elle lui cacha l'histoire de son temps dont toutes les données lui furent inaccessibles. Sa table de référence s'arrêtait à la fin de ce XIX^e siècle qui se survécut jusqu'en 1918. A la dimension de notre débâcle et de la victoire, il ne sut, cloisonné dans notre passé national, l'être à celle de la paix.

Ignorance foncière de l'Economie. J'évoque ce discours télévisé où il parla du Plan avec les accents d'une vieille dame indulgente aux frasques de son petit-fils. Ignorance des courants de la pensée moderne : pour lui le marxisme n'est qu'une revendication de « parta-

geux », et l'URSS une Russie modernisée. Ignorance géographique d'un monde rétréci. Il ne sut jamais que la France n'a même plus les dimensions d'un médiocre département de 1810. Ignorance psychologique. Il ne vit pas monter la jeunesse et, ne trouvant jamais un mot pour elle, la laissa dériver vers Mai 1968. Incapable, par ses propres lacunes, des grands desseins que lui proposait son époque et qui eussent été à son envergure, tout en rêvant de catastrophes pour apaiser sa soif de hautes gestes, il s'abaissa aux démarches d'un radical. Son pouvoir devint une fin en soi. Il ne parvint plus à lui donner un autre sens que sa personne. Dès lors, sous les apparences de la rigueur, la constante discontinuité. Comme un de ses proches collaborateurs me le dit un jour : « Il lance des billes et celle qui arrive devient la sienne. » Même pour l'Algérie, il a mené trois politiques successives et contradictoires ; même pour l'Afrique Noire il en a mené au moins deux, de l'excommunication guinéenne et de la Constitution colonialiste de 1958 à l'abolition de la Communauté. Ce fut parfois une force mais, l'âge s'accroissant, faute de savoir trouver dans son temps les buts dignes de lui il obéit à ses humeurs. Il recourut à de petits moyens qu'il légitima de la légitimité qu'il s'était dévolue. Et, parce qu'il vivait dans une autre ère, il usa de ces petits moyens pour casser les projets que son XIX^e siècle ne pouvait comprendre : ainsi pour l'Europe.

Son temps s'est vengé. Il l'a démenti par les jeunes de 1968. Dès lors, comme ceux que Jupiter veut perdre, cet homme malgré tout grand n'a plus commis que des erreurs, même tactiques, jusqu'à l'échec du référendum.

Maintenant que le voici seul, enfermé dans un orgueil qui lui aussi l'a exilé de son époque, comprendra-t-il ? Quelle figure définitive se gravera-t-il ? S'il sait devenir étranger aux querelles qu'il a suscitées, il retrouvera sa grandeur. Car les jours passant, nous oublierons le politicien attardé, pour ne plus entendre que cette voix, qui, un soir de juin, quand s'apaisaient les bruits de l'exode — cette kermesse d'angoisse et de vin où toute une moitié de la France dérivait sur l'autre — nous a rendu le goût de vivre et le sens d'une dignité française.

Georges LE BRUN KERIS ■

La parole gaullienne

par René Pascal

SOUDAIN à 0 h 11, le 28 avril, comme en surimpression des débats et des discussions des hommes politiques, un communiqué a retenti. Un communiqué bref et sec : « Je cesse d'exercer mes fonctions de Président de la République. Cette décision prendra effet aujourd'hui à midi... »

Aussitôt, sur le champ, d'aucuns ont éprouvé une grande joie. Une joie suprême puisqu'un des guides les plus dynamiques de l'opinion publique de la France moderne a avoué avoir vécu, cette nuit-là, la plus belle journée de sa vie. D'autres qui n'étaient pas, forcément, des incondtionnels, qui n'étaient pas, obligatoirement, de celles et de ceux qui avaient dit oui, naguère, au commencement, ont éprouvé une certaine tristesse.

Le départ a été dans le style de l'homme. Ce ne fut pas une démission. Ce fut une rupture. Il y avait des accents de divorce dans ce communiqué. Il y a des manières de dépit amoureux dans cet enfermement à la Boissierie et dans le vidage total et brutal du Palais de l'Élysée. Ce protocole choisi pour la séparation, exprime et révèle, dans toute sa clarté, l'essence du phénomène gaullien.

Probablement en sa source première, en son essence intime, est-il une *relation vécue*. Le rapport de nature mystique, le rapport de facture nuptiale entre un homme et une réalité politico-historique — le peuple français — hypostasiée : la France.

Le général de Gaulle croit à la France. La France existe pour lui, aussi réellement qu'elle existait pour Jules Michelet. Mais, laissons cela. Après tout, nous ne saurons jamais qui est le général de Gaulle. Nous ne pourrons donc, jamais, dévoiler son rapport à la France. Ni les bibliographies ni les monographies n'y pourront rien.

A un niveau plus discernable, le phénomène gaullien est une *certaine thérapeutique* pour les Français. La politique gaullienne, dans ses buts comme dans ses méthodes, découle de deux sources. La première, est une certaine idée des Français. C'est un sombre diagnostic. Au regard du général de Gaulle, le drame du peuple français est la non-communication ; les Français ne parviennent pas à s'accorder tant leurs voix sont multiples et discordantes. La seconde est une certaine idée de la fonction de la politique. C'est une option méta-politique : le politique n'a pas pour mission de suivre les hommes, d'exécuter leurs desseins ; sa tâche est de les attirer vers les sommets. Incessamment, le destin attire les hommes vers la terre. Il faut les mettre debout. Il y a du Zarathoustra dans cette conception. A moins que ce ne soit du Bergson. Voilà les sources de l'action gaullienne.

A partir des sources, tout — ou presque — devient explicable. En particulier la structure la plus intrinsèque, et aussi, la plus contestable de la démarche gaullienne : la monopolisation de la parole. On a interprété superficiellement ce caractère. L'une des grandes qualités du général de Gaulle est d'être un libéral. Il est, historiquement, juste, et il est, profondément, vrai que par deux fois au moins, il a sauvé la liberté. Oui. Mais

selon lui, les Français ne peuvent devenir la France ou le peuple français que par le ministère d'une parole unique. Les divergences ne rendent possible le rassemblement que par une parole venue d'au-delà ou d'en deçà de lui-même : « des profondeurs ». La parole gaullienne est une parole transcendante. Ce n'est pas une parole démocratique. Ce n'est pas une parole anti-démocratique. C'est une parole a-démocratique. Charismatique. Elle relève d'un autre univers que celui qu'ont imaginé la philosophie et les idéologies politiques modernes.

Dans l'approche gaullienne, l'univers politique jouxte le monde du sacré. Il est d'ailleurs notable que la parole gaullienne n'ait été ébranlée que par une autre parole sacrée : la parole prise en mai 1968. Bref, le verbe gaullien est de nature historique. Il annonçait la bonne nouvelle : cette bonne nouvelle qu'est la France. Comme la parole liturgique, il est prononcé *ex-cathedra*. Comme elle, il n'opère pas *ex opere operato* ; il requiert, pour être « efficace » — au sens des théologiens — la foi. Aussi, quand il fut manifesté que les Françaises et les Français étaient devenus incroyants, le général de Gaulle se retira. Il redevint ermite. « La politique fait des solitaires, comme la religion fait des anachorètes » (Chateaubriand).

A partir des sources premières que nous avons indiquées s'explique, également, la nature batailleuse de la parole gaullienne. Sans cesse, il s'agissait d'arracher la France et les Français à la tranquillité, cette image de la mort, ce sacrement du destin. Incessamment, il fallait que la parole retentisse orageusement afin d'éviter l'assoupissement. Le salut est donné à l'homme, dans le combat. Péguy pensait que les grandes philosophies sont celles qui se battent. Pour le général de Gaulle, la politique ne peut donner aux hommes ce qu'elle doit leur donner — le sens de l'existence commune — qu'à travers le combat et le rêve. « Je voulais, moi, occuper les Français à la gloire, les attacher en haut, essayer de les ramener à la réalité par des songes ; c'est ce qu'ils aiment. » Cette phrase n'est pas du général de Gaulle. Elle est de François-René de Chateaubriand. On sursure que celui-là aimait y faire référence. De fait, elle définit l'essence de l'entreprise gaullienne.

La parole gaullienne ne cherchait à mener les Français nulle part. Elle savait que les choses sont ce qu'elles sont. Elle ne voulait qu'une chose : exorciser le destin. Créer, un moment, l'illusion de la grandeur comme l'artiste crée un instant l'illusion de l'ineffable, telle est, probablement, pour le général de Gaulle, la signification de la politique. La politique est pour le général de Gaulle ce qu'est l'art pour André Malraux : un anti-destin.

Aussi bien, la parole gaullienne était moins, peut-être, une parole politique qu'une parole esthétique. Précisément, en quoi elle nous a déconcertés c'est en ceci : nous imaginions que la politique était soit un compromis soit une science. Le général de Gaulle l'a traitée comme un art.

La parole gaullienne a fait son temps. D'aucuns le regrettent. D'autres pas. Peu importe. Elle n'est plus

de saison. Cependant elle a été. Elle a dit quelque chose. Elle a été révélation d'une face de la politique. Elle ne peut être éludée par ceux qui passionnément essayent de déchiffrer cette énigme : la politique. Par ceux, aussi, qui s'interrogent sur le sens ou le non sens

de cet étrange phénomène : la nation. La parole gaulienne n'est plus question au niveau de la politique pratique. Elle continue à faire question au niveau de la théorie politique.

René PASCAL ■

Le militaire et le politique

par Jean Maurice

CHARLES DE GAULLE n'est pas un héros de légende. C'est réduire abusivement le personnage (peut-être pour l'éloigner mieux) que de le ranger, délesté de son poids d'humanité, dans la collection des images d'Epinal. C'est lui reconnaître sa véritable grandeur, au moment où il sort de la politique pour entrer dans l'histoire, que de ne pas estomper ceux de ses traits sur lesquels seule une éthique sans profondeur pourrait porter une dérisoire condamnation : l'ambition, la ruse, l'orgueil.

Qu'il se soit toujours assigné le but d'accéder au premier rang, ses écrits, comme ses actes, n'ont cessé d'en porter témoignage. Chacun connaît les pages du « Fil de l'épée » où il a tracé — et pour lui-même, d'abord — le portrait du chef selon ses vœux. L'aventure de la France libre perd ses scintillements d'épopée lyrique si l'on n'oublie pas la froide et rigoureuse analyse du véritable rapport des forces qui, pour son promoteur, garantissait le succès de l'entreprise.

Les confidences du général lors du premier départ en 1946, la création du R.P.F., son attitude tout au long de la crise de mai 1958, montrent suffisamment qu'il ne renonça jamais à revenir à la tête des affaires. Et quel aveu, pour qui sait l'entendre, dans l'admirable dernière phrase de ses mémoires de guerre « Vieil homme... qui ne cesse de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance ».

L'ambition du politique fut presque toujours servie sans défaillance par la ruse du chef militaire. Rien ne peut finalement expliquer le fait historique exceptionnel

que constitue le « phénomène gaulliste », si ce n'est le génie tactique incessamment à l'œuvre. Comme les généraux méditant les campagnes napoléoniennes, on demeure fasciné, contemplant les campagnes gaulliennes, par une appréciation si pénétrante des forces en présence, un choix si sûr du terrain pour déséquilibrer le dispositif adverse, un art si subtil de ne s'opposer jamais qu'à un seul adversaire à la fois pour mieux les défaire tous, l'un après l'autre. C'est là, et non pas dans sa doctrine, sommaire, son programme, jamais précisé, ou sa politique trop fluctuante en apparence pour être comprise ou trop ambitieuse pour être populaire, que réside le secret de ses succès. Et il a fallu, deux fois, que ce talent défaille pour qu'il succombe.

Au cœur de l'ambition et de la ruse, et les animant toutes deux, la certitude de sa supériorité sur les autres s'est constamment affirmée. Il n'est, pour s'en convaincre, que de se rappeler les cinglantes épigrammes dont il a si souvent abreuvé ses adversaires. Et ses deux départs en portent la marque ; bien plus peut-être que ses victoires.

Orgueil, ruse, ambition : sans eux, il n'y aurait pas eu de général de Gaulle. C'est même pour les avoir portés au plus haut degré qu'il aura été non pas l'aventurier politique vulgaire auxquels les mêmes traits, tempérés, donnent naissance, mais un véritable homme d'Etat. Au moraliste, son exemple enseigne que si la prudence doit régler toutes les vertus, il est des passions réputées vices que leur démesure peut paradoxalement anoblir.

Jean MAURICE ■

La presse devant le départ du Général de Gaulle

Georges SUFFERT

LA tempête, il y a douze ans, l'avait emporté loin de cette île qu'est la Boisserie ; la vague, aujourd'hui, l'y rejette. Depuis toujours, la part de pessimisme en lui l'avait préparé à cette fin. Il aime l'ingratitude et le caractère impitoyable du peuple français ; peut-être se reconnaît-il dans l'un et l'autre.

Il fallait que son départ fût gigantesque. La mort ou la défaite. Pas la fin d'un mandat. Sortie convenable pour les prosaïques présidents des Etats-Unis. Ce n'était pas une sortie pour de Gaulle. D'ailleurs, les historiens ne comprendront jamais cette chute : il n'y a pas de précédent historique à un plébiscite refusé. Son échec,

un calme dimanche d'avril, comme son apparition en juin 1940, restera voilé de mystère.

Pourquoi cette fin ? Chacun a une explication raisonnable ; mais aucune n'emporte la conviction de l'esprit. La vérité, sans doute, est qu'il s'agit de la fin d'une histoire d'amour, donc d'un malentendu.

Les rapports entre de Gaulle et le peuple français ont été essentiellement d'ordre affectif. Et cela depuis la première minute. De Gaulle parlait un langage que les Français écoutaient perplexes.

En même temps, chacun comprenait obscurément l'autre. Le rêve majestueux du Général, chaque Français en pressentait par instants la noblesse. Ainsi, les

paysans et les bourgeois de Cervantès regardaient passer avec admiration Don Quichotte, s'ennoblissaient de ses songes et savaient en même temps que le pain des rêves est léger. Ainsi, Don Quichotte, lucide, savait que l'Espagne dont il découvrait au trot de sa Rossinante les splendeurs ocrées n'était plus que la poussière de l'Espagne rêvée où il feignait de vivre.

Donc point de dupes. Les paysans étaient lucides sur Don Quichotte, et celui-ci connaissait son Espagne. Mais leur couple avait une signification. Le mystérieux rapport qui a existé entre de Gaulle et la France a correspondu à un moment exceptionnel de l'histoire de ce pays : celui où, prenant conscience enfin de sa décadence inévitable, le vieux pays des Rois tente de concilier en un seul homme les traditions opposées des monarchies et des révolutions. Pour réussir à sauter d'une France des hêtres, des mares et des charrues, à un pays des pylônes, de plans d'eau et de centrales nucléaires.

Dans toute notre histoire, il n'y a qu'un homme dont

la destinée ressemble à la sienne. C'est le premier Napoléon. Lui aussi est apparu dans le tumulte et l'angoisse pour réconcilier un moment les deux traditions françaises. Celle de Versailles et celle de la Bastille. Lui aussi a été adoré. Lui aussi a senti vaciller son pouvoir quelques années avant sa chute. En 1812, l'Empire branle, et pourtant la campagne de Russie n'est pas commencée. Lui aussi, un an avant l'effondrement final, est déjà emporté par la défaite et à moitié trahi par les siens. Lui aussi revient. Sous les acclamations d'une foule immense. Lui aussi part, presque aussitôt après, abandonné de tous, laissant à l'arrière de la barque anglaise un pays qui ne demande plus qu'une chose : la tranquillité et l'ordre. Mais du Directoire à l'Empire, la France féodale est devenue une France bourgeoise et parlementaire. Et, de la Résistance à la répudiation, la France bourgeoise et paysanne est devenue une France industrielle...

(L'Express, 28-4-69.)

Jean DANIEL

LE grand joueur a perdu. On ne connaîtra pas, avant longtemps, les raisons qui ont conduit le général de Gaulle à l'incroyable et dérisoire partie de poker du référendum. Il reste que, par un ricanement de ce destin auquel il tient tant, de Gaulle, qui depuis onze ans avait triomphé de tous les orages, est tombé sur une consultation anodine. Peut-être précisément parce qu'il n'y avait aucun orage et que c'est vainement qu'il s'employait à en menacer les Français. Il y avait simplement une crise.

Triste fin de règne. Le naufrage n'est pas somptueux : on croyait que le plus grand chêne de la forêt française s'abattrait dans un fracas historique. Il a été congédié. Sans doute vaut-il mieux pour sa gloire partir avec 49 % des voix que gouverner avec 51 %. Mais il n'a même pas subi l'ingratitude active qui a provoqué le départ d'un Churchill. Il part dans la quasi-indifférence d'un peuple qui se révèle, et comme par surprise, majeur.

Dans les dernières semaines il a tout essayé : depuis le chantage à la démission jusqu'à la promesse du départ à l'expiration de son mandat. Ni lui ni ses principaux conseillers n'ont su prendre conscience de deux faits essentiels. Le premier, c'est que, depuis l'élection présidentielle, c'est-à-dire la mise en ballottage au premier tour, en décembre 1965, les Français se sont délivrés du mythe du père et ils ont confusément découvert qu'on pouvait vivre orphelin. Le second fait remonte, bien sûr, à mai 1968. De Gaulle, ce fut alors un grand-père, sans doute capable encore d'une prodigieuse énergie, mais un grand-père. En mai la France s'est réveillée grâce à des jeunes gens qui ignoraient le 18 juin, la France libre et même la guerre d'Algérie. Il n'y avait plus de sentiment gaulliste ou antigauilliste ; tout se passait en dehors du Général. Ce sont des aînés qui ont lancé les mots d'ordre : « Dix ans, ça suffit », ou « Bon anniversaire, mon général ». Et c'est Pompidou qui a triomphé aux élections de juin en rassemblant

tous ceux que Mai avait fait trembler. De Gaulle ne s'est pas résigné à ce triomphe, il a voulu pour l'histoire faire la preuve de son irremplaçabilité et, dans un combat indigne de son passé, où la présomption a une fois de plus frisé la mégalomanie, il a médiocrement sombré.

Comment ce phénomène spécifiquement français pourrait-il être compris à Moscou et à New York, à Mexico et à Dakar, à Montréal et à Alger, partout dans le monde où l'exceptionnelle vitalité du mythe gaullien entretenait les malentendus les plus déroutants ?

.....

Ce qui, au surplus, devient éminemment positif dans l'affaire, c'est qu'avec le départ du Général, l'ambiguïté disparaît enfin. Un couvercle paré de toutes les séductions vient de sauter, qui couvrait toutes les confusions, toutes les démissions et aussi toutes les impostures. Les cartes vont être redistribuées. Les hommes retrouveront leur vraie place, les idées leur dimension réelle.

.....

La question est désormais de savoir si, justifiant *a posteriori* de Gaulle, nous allons nous replonger dans les pires irresponsabilités de la IV^e République. De savoir si, du fait de nos carences, de Gaulle sera plus grand absent que présent. Autrement dit, et la preuve va en être faite dans les jours prochains, on va voir si nous sommes au niveau de l'histoire.

(Le Nouvel Observateur, 29-4-69.)

... S'inclinant, avec une discrétion et dans un légalisme qui lui font honneur, devant le verdict qui a sanctionné ses dernières erreurs de manœuvre, de Gaulle laisse un héritage complexe qui divise la nation, comme le faisait sa politique dans les premières années de son règne, à l'époque où on pouvait vraiment parler d'une politique et non d'une humeur...

(Le Nouvel Observateur, 5-5-69.)

Jean BOISSONNAT

ON s'interrogera longtemps encore sur les raisons pour lesquelles un frais dimanche d'avril les Français ont voté en masse pour congédier, sans cris, l'un des héros les plus prestigieux de leur histoire. Légèreté inconsciente d'une population trop « féminine » ? Maturité tranquille d'un pays lassé d'être traité en éternel mineur ? Divorce inévitable entre un chef réformiste et un peuple conservateur ? Acharnement d'un homme qui voulait régner sans partage sur le cœur d'une nation ?

Il y a sans doute un peu de tout cela dans l'événement inouï que nous venons de vivre. Derrière cette querelle de bornage et cette chicane digne de la basoche que sont les affaires des régions et du Sénat, la France et de Gaulle se séparent peut-être par consentement mutuel. La France ne se reconnaissait plus dans l'image qui voulait l'incarner tout entière. De Gaulle ne la comprenait plus avec sa jeunesse tumultueuse, ses ouvriers méfiants, ses cadres américanisés.

Le Général regagne les pages du livre d'histoire d'où on l'avait sorti pour émanciper l'Empire sans drame pour la mère-patrie. Il avait rempli son contrat dès 1962, c'est-à-dire avec l'indépendance de l'Algérie, et depuis c'était en quelque sorte un sursitaire de la République. Un pays ne confie pas souvent plus d'une grande tâche nationale à chacun de ses héros. Si la France a consenti à être sauvée deux fois par le même homme en 1940 et en 1958, elle juge peut-être que c'est déjà beaucoup.

Il n'est pas bon de se montrer trop souvent indisponible à son roi qui finit par en prendre ombrage. Et les grands serviteurs savent parfois discerner, dans l'ingratitude de leurs maîtres, le signe que leur puissance

avait franchi le seuil au-delà duquel le maître se sent menacé par le serviteur. La France, à travers l'expression anonyme de son corps électoral, n'a peut-être voulu signifier au général de Gaulle qu'une seule chose : qu'elle ne lui appartenait pas. C'est de Gaulle qui appartient à la France. Pas l'inverse.

L'héritage du gaullisme sera bientôt revendiqué par tout le monde. De fait, il n'appartient en propre à aucune famille politique. Sa conception de la grandeur et de la souveraineté nationales alimentent aussi bien la droite en mal de patriotisme que la gauche en mal d'indépendance. Ses idées sur l'Etat trouvent des échos tant à droite où l'on aime l'autorité qu'à gauche où l'on préconise le dirigisme. L'ouverture à l'Est c'est à la fois la vieille politique monarchique d'alliance avec le grand Turc et la rupture du « cordon sanitaire » autour de la patrie du socialisme. Il n'est pas jusqu'à sa conception du rôle du chef de l'Etat qui ne recueille des approbations contradictoires : tentative de césarisme à droite ; appel au peuple à gauche. Ses réformes sociales apparaissent aux uns comme la renaissance du corporatisme ; aux autres, comme le signe d'une grande indépendance à l'égard des puissances d'argent.

A la fois en avance et en retard sur son temps, le général de Gaulle laissera de toute façon une marque profonde dans la vie politique française. Mais il y a dans son œuvre des éléments irréversibles et d'autres périssables. Irréversibles la décolonisation et peut-être aussi le retrait de la France de l'OTAN. Périssables l'aide au tiers-monde, l'ouverture à l'Est, l'Europe des patries, le système institutionnel.

(*La Croix*, 30-4-69.)

Thierry MAULNIER

SES plus farouches adversaires eux-mêmes — et pour se créer des adversaires il n'a jamais lésiné — n'ont jamais songé à lui contester une vertu qui a toujours été en lui intransigeante, impitoyable, pour lui-même comme pour la nation dont il estimait incarner le destin, la dignité. On pourrait le définir par les mots mêmes qui ont été appliqués à ce peuple d'Israël dont un grave désaccord l'avait séparé ces dernières années : il a toujours eu la « nuque raide ».

En France comme dans le monde, ceux-là mêmes aux yeux de qui l'homme a pu paraître un partenaire ombrageux, difficile, encombrant, un rêveur épris de chimères dangereuses, un adversaire redoutable, admettent qu'il laisse en nous quittant un vide gigantesque, et une sorte de regret étroit ceux-là mêmes qui le détestaient ou le craignaient le plus à la pensée qu'il ne sera plus là. Il n'est plus là, rien ne sera plus comme avant.

Ne faisons pas le bilan d'une vie et d'une œuvre que, dès la première heure où l'une et l'autre apparurent sous les projecteurs de l'Histoire contemporaine lors du refus presque solitaire de la défaite le 18 juin 1940, Charles de Gaulle a vouées avec un âpre orgueil à la

restauration de la grandeur française, selon l'idée qu'il s'en faisait et qu'il n'admettait de discuter avec personne. Pour établir ce bilan il est trop tôt sans doute. Une politique se juge à ses effets à long terme et même à long terme, il n'est pas toujours facile de la juger puisque même en ce qui concerne un Louis XIV ou ce Napoléon dont on fête cette année même le deuxième centenaire, la contestation reste ouverte et les détracteurs s'opposent aux admirateurs.

Il est difficile de ne pas admirer la carrure de l'homme, son impavidité dans les plus grands orages, une intuition géniale de la parole à prononcer, du geste à accomplir dans les minutes décisives, son autorité fascinatrice, son aptitude à traiter d'égal à égal et même de je ne sais quel air de supériorité souveraine avec les maîtres des empires les plus puissants, son refus d'accepter que la France, même défaite, même médiocre dans son étendue et ses ressources auprès de partenaires gigantesques mais affaiblis, pût être considérée comme inférieure à qui que ce fût, son attitude et sa volonté permanentes de hauteur et l'ampleur des desseins historiques affirmés par lui avec tant de vigueur qu'on finissait par croire que si la réalité ne permettait pas qu'ils fussent accomplis, c'était la réalité qui était dans son tort. Son impassibilité dissimulait peut-être certaines formes de sensibilité qu'il

étouffait en lui et que sans doute il n'avouera jamais. Son monolithisme couvrait d'une armure sans faille des ambiguïtés et des contradictions subtiles. Ce militaire de tradition et de formation était entré en lutte contre l'armée. Cet « homme de droite » s'était fait une théorie du pouvoir issu directement du peuple et aux hommes de gauche qui auraient été de se reconnaître en lui il opposait le front de marbre d'un Richelieu ou d'un Machiavel. Aucun homme de notre temps n'a

André RIBAUD

O nuit terrible ! ô nuit effroyable, où retentit tout à coup, comme un éclat de tonnerre, cette étonnante nouvelle : Le règne s'achève, le règne est achevé ! Le Roi abdique ! le Roi a abdiqué ! Mais c'est en vain que la Cour gémit et que les courtisans pleurent. Déjà le prince de Poher s'est saisi d'une douce main de la lieutenance générale du royaume. Le sceptre passe...

Quelle fin étrange d'un roi renversé de son trône par l'obstination de son aveuglement plus que par la malignité de ses ennemis ! Il fut son propre bourreau et tomba sous ses sapes mêmes. Mai 1968 avait commencé de l'approcher de la chute, et depuis ce malheureux moment tout alla visiblement en décadence, les affaires furent sans retour. Ce sont les erreurs de gouvernement de M. de Pompidou, pendant les six années de son ministériat, qui furent la cause des troubles de mai, mais c'est aussi son astuce et sa résolution qui, dans ces conjonctures, sauvèrent la monarchie. Le Roi ne lui pardonna point. Il s'effraya de voir qu'il réchauffait dans son sein un rival. Il n'eut de cesse qu'il n'eût chassé M. de Pompidou du ministère. Mais ce n'était point assez de l'avoir abattu, il voulut encore lui couper le chemin de la succession et, dans cette vue, se donner les moyens suprêmes de la régler à sa guise tout en finissant d'anéantir le Sénat. De là cette entêtée chimère référendaire pour perdre tout d'un temps et Dauphin et Sénat.

André DUMAS

LE congé du général de Gaulle au peuple français restera muet et nos imaginations sont toutes bourdonnantes de ce silence.

Entre le grand solitaire et la masse de la nation, le charme cette fois-ci n'a pas opéré.

Vous connaissez la définition du charme dans « *La Chute* », de Camus : « Une manière de s'entendre répondre oui sans avoir posé aucune question claire ». Admirable définition pour référendum ! Mais le mot « charme » ici convient mal. Il est trop léger pour désigner le lien qui vouait sa vie à la grandeur française et qui rattachait notre histoire nationale à son caractère. Il fallait parler selon lui de pacte, selon l'étranger de fascination et selon le sentiment commun d'admiration jusqu'au cœur de l'agacement.

Qu'admirait-on ? Mais évidemment le caractère. Celui qui ne fléchissait pas dans le non, celui qui était fait pour les tempêtes, conférait à sa parole un poids et

eu dans ses paroles, dans ses actes, dans ses succès et jusque dans ses échecs une telle « présence » sur la scène du monde. Il a agi, gouverné, à distance de nous et comme à distance de lui-même, ayant décidé d'incarner la personne historique et mythique de la France sous un ciel de nuées et d'éclairs, dans un drame où les hommes de demain, plus encore peut-être que ceux d'aujourd'hui, seraient les spectateurs.

(*Le Figaro*, 30-4-69.)

Inutilement tâcha-t-on dans ses entours de désabuser le Roi de son dessein inouï, de lui en représenter les périls ; vainement le conjura-t-on de n'en affronter point les hasards. Il balaie les remontrances de son Conseil d'Etat, et, perché sur sa prétention, croit faire ployer une fois de plus ses peuples par la menace de son abdication : il les tonnelle deux différents soirs dans les étranges lucarnes et les fait tonneler sans relâche par ses ministres.

Mais — ô stupeur ! ô décadence ! — ces grimaces restent sans bon succès.

Enfin se leva l'aube de ce jour fatal, avant que tombe sur les huit heures le dernier crépuscule du règne. Toute la matinée du lundi les badauds se divertissent à regarder les gens du Roi affairés à déménager l'Élysée dans des voitures de louage avec quelque peu de cahot, mais sans rien du chaotique annoncé. Ainsi s'éteignit le règne à midi, sur ce spectacle fort bourgeois du déménagement, sans même cette teinture de tragique qui donne leurs dernières couleurs aux règnes tourmentés. Et en voilà pour jamais...

Avant que la scène change, jetons encore un œil côté Jardin de Colombey où l'ombre du Roi déjà s'estompe ; jetons-en un côté cour où tout est débandé, mais où déjà tout se remet en grappe autour de M. de Pompidou.

Du Roi, du règne, on disputera longtemps.

(*Le Canard enchaîné*, 30-4-69.)

un prestige admirables, même si nous savions aussi la rouillardise dans la hauteur et la défaillance dans l'exécution. La France et le monde admireraient le grand animal politique encore capable d'écrire dans un style qui lui appartient en propre, interposant entre l'action et l'afflux de la banalité quotidienne la distance impérieuse de sa solitude.

Je regarde son visage et bien entendu les yeux, ces deux fenêtres entrouvertes en chacun de nous sur notre intériorité. Ils sont étonnamment dissymétriques. L'œil gauche grand ouvert, globuleux, se jette en avant dans la foule. L'œil droit, à demi caché par le sourcil broussailleux profondément enfoncé, se retire vers la forêt.

Tel fut l'homme qui ne connaissait que deux horizons : la masse collective de l'histoire ou la réflexion muette du solitaire, balayant d'un revers de main impatient les multiples corps intermédiaires qui prétendaient encadrer la masse ou se substituer à l'individu.

(*Réforme*, 3-5-69.)

Régimes politiques et gouvernement de la France

par Pierre Avril

Le texte ci-après constitue l'introduction et les conclusions d'un ouvrage de notre collaborateur Pierre Avril « Le gouvernement de la France » que publie les Editions Universitaires dans la collection « Citoyens » dirigée par Gérard Adam.

LE gouvernement d'un pays définit un système de relations entre l'Etat et la société ; il ne localise pas nécessairement le pouvoir ni ne précise qui le détient à un moment donné, car la réponse varie suivant les périodes et les problèmes. L'intervention des acteurs, individus ou groupes, qui a pu paraître déterminante pour expliquer un événement ou une décision particulière, s'inscrit dans un schéma relativement stable : c'est ce schéma qui constitue notre sujet.

On examinera donc les rapports qui se sont établis entre le pouvoir étatique et la société, afin de dégager certains facteurs caractéristiques. Ces facteurs ont naturellement évolué mais ils paraissent se regrouper autour de trois idées principales qui correspondent à trois étapes historiques, à trois tournants.

LA REPONSE A UN PROBLEME : LE CONFLIT DES LEGITIMITES

Le régime politique français s'analyse d'abord comme une réponse apportée à un problème : la crise ouverte à la fin du XVIII^e siècle par la chute de la Monarchie. Le siècle suivant fut occupé à rechercher une solution qui ne se dégaga qu'après 1871, c'est-à-dire avec l'avènement de la III^e République. La crise résultait d'un conflit de légitimité qui opposait l'ordre monarchique, fondé sur le droit divin, aux principes démocratiques affirmés par la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Les deux légitimités étaient inconciliables, et, surtout, elles étaient jugées telles. L'exécution de Louis XVI le 21 janvier 1793 signifiait la rupture tragique et délibérée avec ce qui devenait, à cet instant, « l'Ancien Régime ». Mais, pas plus que la nature, la société ne fait de saut. Le nouveau principe surgissait

trop soudainement pour se substituer sans transition à l'ancien et fonder, en des temps troublés, un régime acceptable par tous. La République, déchirée et combattue, dut bientôt s'effacer derrière Bonaparte qui, en se faisant sacrer Empereur des Français, esquissait la première tentative de conciliation. Il s'efforçait de concilier l'héritage de la Révolution auquel le peuple était attaché, avec les prestiges et les habitudes monarchiques dont l'absence était obscurément ressentie. Cette tentative échoua devant l'Europe coalisée qui ramena en 1815 le frère de Louis XVI sur le trône ; il apparut alors que, si la République n'était pas encore viable, la Monarchie ne l'était plus. Elle dura cependant jusqu'en 1848, tantôt en résistant, tantôt en composant avec les formes parlementaires. Mais le heurt des principes était si aigu que cette seconde conciliation fut seulement tolérée, et Louis-Philippe s'en alla, sans insister, dès que les premières barricades s'élevèrent dans Paris.

La Seconde République connut un destin encore plus bref que la première. Elle fut proclamée à un moment où le déclin de la royauté était consommée mais l'idée républicaine encore bien abstraite et dépourvue des cadres sociaux nécessaires. Lorsque le neveu de Napoléon se présenta aux élections de décembre 1848 (on avait décidé de faire élire le Président de la République au suffrage universel), il l'emporta triomphalement. L'hostilité à la désignation directe du chef de l'Etat par le peuple remonte à cette expérience qui se révéla malheureuse ; le nouveau Président ne parvint pas à s'entendre avec les députés et, surtout, il n'était pas rééligible, si bien que quelques mois avant l'expiration de son mandat il s'assura définitivement le pouvoir par le coup d'Etat du 2 décembre 1851. A la veille de la guerre de 1870, un plébiscite constitutionnel donna plus de sept millions de voix en faveur du

régime contre un million et demi de suffrages hostiles. Mais à la fin de l'été la défaite de Sedan entraînait l'effondrement de l'Empire : le 4 septembre 1870 la République était proclamée. Pour de bon cette fois.

Un homme apparaît alors qui résume bien la situation. Il s'agit d'Adolphe Thiers qui, à 73 ans, n'avait presque pas « cessé, depuis 1830, d'occuper le devant de la scène publique » (1). Après avoir contribué à la chute des Bourbon et à l'installation de Louis-Philippe, dont il fut six fois ministre et dirigea deux cabinets, il fut favorable à Louis-Napoléon Bonaparte, mais il passa à l'opposition après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. C'est à lui que l'on fit appel pour négocier l'armistice avec la Prusse en février 1871, alors que Gambetta et les républicains avancés voulaient poursuivre la résistance. Le pays, pour sa part, aspirait à la paix ; il fut reconnaissant à Thiers de la rétablir, comme il approuva la répression de la Commune. Après avoir ainsi réduit l'extrême-gauche et calmé les appréhensions des masses rurales et de la bourgeoisie, il éluda habilement la question du régime que soulevaient les royalistes (revenus en force à l'issue des élections de février 1871). S'étant fait reconnaître « chef du pouvoir exécutif de la République française » par cette majorité de tendance monarchiste, il habitua le pays à vivre en République, qu'il présentait comme « le régime qui nous divise le moins ». Il rencontra ainsi le dessein des leaders de la gauche qui avait pu méditer sous l'Empire les erreurs passées de leur parti : Gambetta n'écrivait-il pas en 1869 qu'il fallait que « la gauche apparaisse comme le lendemain visible, rassurant et tout préparé de ce qui est et de ce qui finit » ?

Cette installation prudente et sans fracas provoqua certes des résistances, mais, parce que, pour la première fois, l'idée de République s'associait insensiblement à l'idée de sécurité et de tranquillité, ses adversaires faisaient figure d'aventuriers. Au prix d'une orientation conservatrice en matière sociale et d'incontestables ambiguïtés (tout cela pèsera plus tard sur la III^e République), le régime se trouva bientôt doté d'institutions grâce au vote des trois lois constitutionnelles de 1875. Ces lois réalisaient d'un compromis entre les partisans de la monarchie parlementaire et les républicains modérés. Elles esquissaient très empiriquement le dessin d'un gouvernement parlementaire dont la nature républicaine s'affirmera au terme de plusieurs années de conflits. L'issue de ces conflits fixa l'interprétation coutumière et donna naissance à ce que l'on appelle depuis « la tradition républicaine ». Le plus aigu d'entre eux, provoqué par le maréchal de Mac-Mahon que les royalistes avaient réussi à installer à la présidence de la République, eut lieu en 1877. Jugeant qu'il manquait d'énergie à l'égard des députés, en majorité républicains depuis les élections de 1876, Mac-Mahon renvoya le président du conseil et prononça la dissolution de la Chambre. Gambetta et Thiers se réconcilièrent alors pour mener la campagne électorale. De ce rapprochement, et de la victoire qui en résulta, plusieurs conséquences importantes découlèrent.

La dissolution fut dès lors considérée comme l'arme de la droite autoritaire contre les élus du peuple : bien qu'inscrite dans les lois constitutionnelles, aucun autre Président n'y eut recours durant la III^e République.

D'autre part, l'effacement politique du Président de la République devint un des principes fondamentaux du régime, avec, pour corollaire, la souveraineté du Parlement.

Il est significatif que les débats qui ont entouré la naissance de la III^e République aient été évoqués à plusieurs reprises, quatre-vingts ans plus tard, lors de l'installation de la V^e République. Entendu au sens large comme un ensemble non seulement d'institutions juridiques mais d'usages et de valeurs, le régime politique français demeure fortement marqué par la tradition qui s'est cristallisée dans les années 1871-1880. Celle-ci détermine l'interprétation courante des concepts politiques : le rôle du Président de la République, celui du Gouvernement ou du Parlement sont tributaires de ce passé ; les transformations qui s'opèrent aujourd'hui ne prennent toute leur signification que si on les rapporte à un modèle bientôt séculaire, et pas seulement aux péripéties de l'histoire contemporaine.

L'ANTAGONISME ENTRE LA DEMOCRATIE ET LE GOUVERNEMENT

La seconde idée est la contradiction qui paraît opposer en France la démocratie et le gouvernement. Le régime politique français s'est élaboré autour d'un divorce entre le pouvoir et la société, que la forme démocratique de l'Etat n'a pas supprimé mais dont la République s'est accommodée. Elle s'est efforcée de préserver une zone d'autorité communiquant avec le suffrage universel mais en même temps autonome par rapport à celui-ci, dont le but était de permettre aux Français de vivre ensemble malgré des conflits de légitimité. Le compromis de 1875 traduisait cette préoccupation dans la mesure où il a abouti à soustraire le chef de l'administration (c'est-à-dire le Président de la République) aux aléas de la vie politique tout en organisant un système représentatif.

Le parlementarisme de la III^e République répondait à la définition formelle du régime parlementaire puisque le chef de l'Etat était irresponsable et les ministres responsables devant les Chambres, mais il présentait des traits particuliers :

— L'autorité de l'Etat était légitimée par le suffrage universel mais ne communiquait avec celui-ci que par l'intermédiaire d'une série de « filtres » parmi lesquels figurait, précisément, le Président de la République, élu pour sept ans par les députés et les sénateurs.

— L'influence du corps électoral était d'autre part maintenue dans certaines limites par le Sénat. Elus pour neuf ans par les délégués des conseils municipaux et des assemblées départementales (les « Grands électeurs »), les sénateurs étaient renouvelés par tiers tous les trois ans. A la différence de la Chambre des Lords, la Haute Assemblée française a renforcé sa position entre sa mise en place en 1876 et la guerre de 1914 : à partir de 1896, il fut ainsi admis que le Sénat pouvait non seulement paralyser la législation mais encore renverser un cabinet ; tout au long de la III^e République, les sénateurs ne se privèrent pas d'user de cette faculté chaque fois qu'un ministère leur paraissait aller trop loin, à droite comme à gauche.

— La fonction de Premier ministre, enfin, n'était pas prévue par les lois de 1875 qui faisaient du Président irresponsable le chef de l'exécutif ; la logique de

(1) Jacques Chastenet, « Histoire de la Troisième République », tome 1, p. 54. Paris 1952.

la responsabilité politique entraîna l'apparition d'un chef parlementaire du cabinet, le président du Conseil des ministres, mais la situation exacte de celui-ci demeura longtemps ambiguë (comme en témoigne d'ailleurs son titre, puisque le Conseil des ministres est, depuis cette date, présidé par le Président de la République...).

Le régime parvint à faire face aux problèmes du gouvernement de la France jusqu'aux années trente. Il sut notamment conduire la guerre de 1914-1918 sans abdication du Parlement et réussit ensuite à surmonter les difficultés de la reconstruction. Mais il ne résista pas au double défi de la grande dépression et des ambitions de Hitler. Sa détérioration explique la crise de confiance qui se manifesta alors dans l'opinion et qui n'a cessé depuis d'affaiblir les institutions françaises. La défaite de 1940 provoqua l'effondrement d'un édifice vermoulu que l'on tenta de rebâtir après la guerre en tenant compte des leçons de sa décrépitude. La Constitution de la IV^e République, adoptée par référendum en octobre 1946, proclamait la souveraineté absolue de l'Assemblée nationale ; elle consacrait l'existence du président du Conseil, qui devenait le chef du pouvoir exécutif ; elle réglementait enfin les rapports entre le Gouvernement et le Parlement dans le but de rationaliser le fonctionnement du système.

En dépit de réussites incontestables dans le domaine de la reconstruction économique, la IV^e République ne répondit pas aux espoirs mis en elle. Les aménagements destinés à assurer la stabilité des cabinets se révélèrent illusoire et le régime apparut incapable de se réformer, bien que tout le monde fût d'accord sur la nécessité d'une réforme. La décolonisation lui porta le coup de grâce : en juin 1958, le Parlement qui redoutait l'extension en métropole de la rébellion militaire d'Alger, autorisa le général de Gaulle, président du Conseil, à réviser la Constitution. On lui demandait seulement de maintenir le principe de la responsabilité politique du Gouvernement et de soumettre son projet à la ratification du pays.

La révision aboutit en réalité à l'approbation d'une Constitution entièrement nouvelle, par le référendum du 28 septembre 1958. Les traits principaux de la V^e République sont les suivants :

— L'affirmation, tout d'abord, des pouvoirs propres du Président de la République qui non seulement retrouve certaines attributions de 1875 qui lui avaient été retirées en 1946, mais qui est habilité à prendre des décisions sans avoir besoin du contre-seing d'un ministre responsable : il peut ainsi recourir au référendum, dissoudre l'Assemblée nationale et, surtout, mettre en vigueur l'article 16 qui lui donne, en cas de crise grave, des pouvoirs quasi-dictatoriaux.

— La limitation de la souveraineté de l'Assemblée nationale dont l'activité est désormais étroitement soumise à la direction du cabinet ; le Sénat, restauré dans son titre et dans une partie de ses prérogatives, retrouve d'autre part la possibilité de paralyser la législation tant que le Gouvernement ne décide pas de déclencher une procédure paritaire qui assure alors le « dernier mot » aux députés.

— La rationalisation du fonctionnement parlementaire, qui prolonge les expériences de 1946 et les réformes préconisées à la fin de la IV^e République (réglementation de la responsabilité du cabinet par l'organisation de la censure, notamment).

En ce qui concerne ce dernier aspect, la V^e République est un simple aboutissement de la IV^e, tandis que le leadership du Cabinet représente une adaptation plus ou moins fidèle de l'exemple britannique. Les autres caractères sont beaucoup plus équivoques. La limitation de la souveraineté de l'Assemblée et le rôle accru du Président pouvaient en effet être interprétés comme une sorte de revanche des partisans du pouvoir fort, mais non fondé directement sur le suffrage universel, qui avaient vainement tenté d'imposer leurs thèses dans les années trente. Dans la mesure où les deux autorités qui encadraient l'Assemblée issue du suffrage universel étaient elles-mêmes désignées par un corps électoral restreint, cette idée se trouvait confirmée : le Sénat, qui conservait son mode d'élection, redevenait une sorte de tuteur, et le Président de la République, qui n'était plus coopté par les députés et les sénateurs mais choisi, lui aussi, par les « grands électeurs » se voyait attribuer un rôle d'arbitre national au-dessus des partis. Le général de Gaulle fut désigné dans ces conditions en décembre 1958.

Cet aspect « réactionnaire », selon le mot de Raymond Aron, n'a pas résisté à l'épreuve des faits. L'opposition du Sénat au général de Gaulle à partir de la fin de 1962 entraîna sa mise à l'écart par le Gouvernement qui l'ignora en s'appuyant sur la majorité de députés gaullistes ; la seconde chambre n'intervint plus dans le processus de décision, sinon pour proposer des aménagements législatifs de caractère technique. Quant au Président de la République, son mode de désignation a été mis en harmonie avec le rôle effectif que jouait le général de Gaulle puisqu'il est désormais élu au suffrage universel direct. Cette modification essentielle fut décidée en octobre 1962 par référendum, mais comme elle ne portait en apparence que sur la manière dont le chef de l'Etat était choisi, les autres dispositions constitutionnelles demeurèrent inchangées, notamment celles qui concernent la responsabilité du cabinet.

Régime ambigu, la V^e République se présente ainsi à la fois comme l'aboutissement de la crise du modèle traditionnel et comme la recherche d'un modèle de remplacement.

L'IMPACT DES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ

La troisième idée concerne les transformations profondes que connaît la France depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Dans tous les domaines on observe des changements spectaculaires ; qu'il s'agisse de l'économie, de la population, des structures sociales, l'impératif de la croissance et de la compétition semble en train de se substituer à l'idéal antérieur de l'équilibre paisible. C'est donc une sorte de révolution dont la singularité, toutefois, est d'avoir ignoré assez largement le secteur politique. Entendons par là qu'elle a bouleversé la société, qu'elle a marqué l'administration (qui a d'ailleurs joué un rôle dans son déclenchement), mais que les structures intermédiaires sont en grande partie demeurées étrangères à ce qui se passait.

Cette espèce de « déphasage » s'explique sans doute par les conditions dans lesquelles les principaux partis sont apparus et par le caractère idéologique des controverses. Les débats du système politique intégraient les préoccupations et les mouvements sociaux,

mais à travers des catégories qui étaient propres à ce système et selon un langage et un ensemble de représentations assez ésotériques. Il faut se rappeler en effet les graves crises qui ont jalonné l'histoire des deux derniers siècles car c'est par rapport aux enjeux qui se trouvaient alors en cause que les clivages essentiels se sont déterminés : chaque crise ultérieure a apporté comme une cicatrice nouvelle dont la sensibilité contemporaine conserve la trace et dont le souvenir suffit parfois à irriter en l'absence de toute autre excitation. Les partis ont ainsi entretenu leurs différences d'autrefois tandis que les conflits actuels se superposaient à ces antagonismes lointains.

Le débat majeur, dont tout procède, a été celui qui concernait le régime lui-même. La République n'était pas seulement un type d'organisation institutionnelle mais, on l'a vu, une légitimité exclusive. A l'origine il y a donc la Révolution française qui représente le clivage primordial, à tel point qu'André Malraux n'hésitait pas à affirmer en 1965, au cours d'un meeting, qu'il « ne serait pas déraisonnable de dire qu'un homme de droite, c'est celui pour qui la Révolution signifie la guillotine, et un homme de gauche celui pour qui elle signifie Fleurus ». Un peu rhétorique aujourd'hui, la référence servit effectivement de toile de fond aux luttes de la fin du siècle dernier, inséparables des résistances à l'ordre égalitaire et laïcisé que voulait imposer la République. Le rôle joué par une notion comme la laïcité de l'Etat illustre cette métamorphose des conflits politiques en affrontements philosophiques. La laïcité impliquait en effet le rejet par l'Etat de toute valeur autre que celles de la Déclaration des droits de l'homme ; elle niait les principes sur lesquels la société de l'ancienne France avait été édifiée et à travers eux elle atteignait les prétentions temporelles de l'Eglise. Les premières offensives contre l'Eglise ont été déclenchées en 1877 par les républicains à l'occasion des campagnes en faveur du Pape qui était aux prises avec l'Etat italien, et c'est alors que Gambetta lança le cri de guerre qui devait retentir pendant plus de trente années : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » Un moment calmé, l'anticléricalisme rebondit violemment lors de l'Affaire Dreyfus. Parmi les adversaires du régime, qui s'étaient coalisés contre la révision du procès, les religieux des congrégations apparurent comme les cadres organisés d'un véritable parti hostile à la République.

L'attachement au principe de l'Etat laïque conduisait ainsi à un anticléricalisme politique, puisque la réaction et l'Eglise se trouvaient identifiées comme les deux visages d'un même adversaire contre lequel les républicains devaient se défendre. De là, on glissait à un anticléricalisme électoral qui fournissait un thème simple et commode pour maintenir la discipline au sein du parti républicain. Il se dégrada souvent en alibi conservateur après que la séparation des Eglises et de l'Etat eut été votée en 1905. Le rôle central joué par le clivage de la République, avec la signification qu'on lui donnait, a eu notamment pour effet de fonder la division politique française sur un critère idéologique qui rejetait au second plan les autres désaccords. Des hommes qui auraient dû normalement se réunir pour constituer un parti conservateur continuaient de s'opposer, tandis que le mouvement républicain coalisait des tendances très diverses. Mais, comme les désaccords secondaires (au regard du clivage principal) n'en subsistaient pas moins, le « parti républicain » informel des années 1877-1900 se scindera en formations distinctes,

groupes parlementaires et bientôt partis organisés (le parti radical en 1901 et le parti socialiste en 1905).

D'autres facteurs ont joué ensuite : l'apparition du parti communiste en 1920, puis la Résistance qui donna naissance au Mouvement républicain populaire (MRP) en 1944, lequel réunissait les démocrates chrétiens résistants, ainsi qu'à d'autres formations (parfois éphémères) et, surtout, au courant gaulliste. Le succès du général de Gaulle en 1958 a superposé à cette fragmentation un nouvel antagonisme dont le régime est encore l'enjeu. Les partis qui se proclament « républicains » contestent en effet le système en vigueur, au nom d'une tradition dont ils excluent leurs adversaires.

A ce conflit originel, qui a été l'axe principal de la politique française, d'autres sont venus s'ajouter. Les uns, résultant des luttes sociales, étaient analogues à ceux que l'industrialisation a provoqués partout en Europe ; ils comportaient cependant un ressentiment particulier en raison de la terrible répression de la Commune de Paris qui décapita le mouvement ouvrier en 1871. Les autres, dus à la politique étrangère, prenaient parfois un caractère passionnel (de même que l'épithète républicaine était refusée aux conservateurs, ceux-ci contestaient souvent à leurs adversaires la qualité de « patriotes »). Mais le reste du temps, la politique extérieure demeurait remarquablement à l'écart des controverses. En dépit des changements gouvernementaux, la diplomatie française fut ainsi conduite par les mêmes hommes : Delcassé dirigea, par exemple, le ministère des Affaires étrangères pendant sept années essentielles (1898-1905), de même qu'Aristide Briand de 1925 à 1931 ; sous la IV^e République, il n'y eut que deux ministres entre 1946 et 1954, et encore appartenaient-ils tous deux au MRP.

Cet héritage complexe définit une structure politique au sein de laquelle les problèmes de la société actuelle sont perçus à travers le reflet fossilisé des affrontements passés. Sous une forme abstraite, ces derniers exprimaient en leur temps des mouvements profonds : derrière le conflit des deux légitimités dont on a parlé, il y avait notamment la volonté de promotion des classes exclues du pouvoir, dont les aspirations se sublimaient en quelque sorte en revendication philosophique. La terminologie a survécu aux réalités qui avaient assuré la vitalité de ces thèmes, sans que les nouveaux besoins parviennent à trouver une traduction correcte. De là provient le reproche souvent adressé aux partis français de ne pas offrir des cadres politiques qui correspondent à la société moderne.

Il y a eu certes des ajustements, mais ils ont été opérés en ménageant les susceptibilités idéologiques qui restent très fortes au sein de la classe politique. Tel Janus, la politique française présente deux visages : l'un doctrinaire et intransigeant, l'autre pratique et même opportuniste. Le parti socialiste, par exemple, est le seul en Europe qui ait refusé jusqu'à présent de procéder à la moindre révision doctrinale ; il continue de proclamer ses principes de 1905 alors que son comportement est celui d'un parti très modérément réformiste. De même, le gaullisme qui s'était fait le défenseur de la grandeur française, et notamment de l'empire colonial jusqu'en 1958, a réalisé en trois ans la liquidation totale de celui-ci.

Chateaubriand voulait en 1815 mener les Français « à la réalité par des songes ; c'est ce qu'ils aiment »,

ajoutait-il (1). Ce dessein, selon le politiste américain Nicholas Wahl, serait aussi celui du général de Gaulle, mais les compensations intellectuelles ou sentimentales qu'apporte une telle attitude ne vont pas sans inconvénients lorsqu'elle transforme un peuple en somnambule. Or la V^e République a été organisée de telle manière qu'elle ne favorise pas la prise de conscience politique qu'auraient dû provoquer les transformations du pays. Les modifications institutionnelles qu'elle a réalisées ont permis une communication directe entre la tête de l'Etat et l'ensemble de la population, mais elles ont laissé de côté les réseaux intermédiaires. Les organes représentatifs ne sont pas supprimés mais ils sont comme « déconnectés » et cessent d'assurer correctement l'échange d'informations et d'influences qui est leur fonction. Les partis ressentent bien les contraintes mécaniques du nouveau système qui les oblige au regroupement, ils n'ont encore cependant que très timidement commencé à s'interroger sur les questions du futur gouvernement de la France. La présence au pouvoir du général de Gaulle rendait d'ailleurs cette préoccupation un peu académique.

LE PARADOXE REFERENDAIRE

Le destin déjoue volontiers les calculs raisonnables. Deux hypothèses de travail étaient habituellement envisagées comme conditions de l'alternative au gaullisme : celle d'un changement consécutif à une élection présidentielle, celle d'un renversement de la majorité parlementaire. Mais c'est une troisième issue qui s'est présentée avec le référendum du 27 avril 1969. Celui-ci se borne, certes, à ouvrir la succession, sans y pourvoir, et il ne constitue donc pas une solution alternative. Il a toutefois joué un rôle d'autant plus significatif qu'il était inattendu.

On s'est très généralement étonné de l'acharnement avec lequel le Président de la République avait poursuivi la réalisation d'un dessein qui s'est révélé fatal. L'objet en était paradoxal, la méthode périlleuse. Précisément, ces aspects déconcertants grossissent en quelque sorte les caractères du régime, qui finissaient par passer inaperçus à force d'accoutumance.

Faire décider la participation par une méthode qui interdit au pays toute influence pratique sur l'élaboration des nouvelles règles constituait en soi une sorte de *gag*. Mais révélateur, par son énormité même, d'un système de gouvernement allergique au pouvoir partagé : afin que « la participation prenne place là où se déterminent les mesures qui concernent la vie des Français », ceux que la terminologie gaulliste appelle les « intermédiaires » devaient être dessaisés et le peuple demeurer seul en face de l'Etat, de son autorité et de son administration.

Observons tout d'abord que le procédé n'était pas accidentel. Par exemple, l'Assemblée élue en mars 1967 s'était vue sommée, par question de confiance, d'autoriser le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures dont on découvrirait l'urgence, et d'abdiquer ainsi les responsabilités que le suffrage venait de lui

confier un mois plus tôt. Le commandement unilatéral se retrouvait à chaque échelon et ne supportait la discussion que lorsqu'elle était dépourvue d'effets.

Ces dessaisissements répétés présentaient ceci de remarquable qu'ils ne résultaient pas d'une nécessité. Ils étaient *gratuits* puisque les procédures normales auraient pu tout aussi bien s'appliquer. Il ne s'agissait plus, comme pendant la guerre d'Algérie, de faire face à une situation exceptionnelle, ni même de vaincre une résistance parlementaire dont le système de la crise était naguère le dénouement habituel. Depuis la fin de 1962, le pays a connu une période de tranquillité qui contraste avec les décennies antérieures, et, pour la première fois, le pouvoir disposait d'une majorité homogène : toutes les conditions d'une stabilisation institutionnelle paraissaient donc réunies. On dirait pourtant qu'un malin génie s'est employé à en contrarier la réalisation.

En posant la « question de confiance » au pays sur l'adoption d'un projet confus et inquiétant, le général de Gaulle était en somme revenu à la méthode classique du « gouvernement à secousses ». Dans la mesure où son initiative escamotait les problèmes les plus réels et les plus pressants (auxquels elle n'apportait pas la moindre promesse de solution), elle relevait même de la technique des « préalables » et des « hypothèques » à lever. Ces figures, caractéristiques des précédentes Républiques, étaient seulement transposées dans un contexte plus grandiose. Décalage d'échelle mis à part, faut-il donc s'étonner que le pays ait fini par réagir à ces artifices comme une majorité parlementaire longtemps subjuguée mais lassée, et finalement devenue sceptique ?

De tels procédés ne choquent pas seulement parce qu'ils contreviennent à l'économie des moyens (on aurait pu s'en dispenser pour opérer plus simplement, si on en avait eu la volonté) ; ils surprennent aussi par leur *futilité*. En liant son mandat au texte référendaire, le chef de l'Etat rejetait le contenu de celui-ci à l'arrière-plan pour ne plus laisser subsister que l'enjeu purement politique. Or cet enjeu était théoriquement hors de cause du fait de l'élection de 1965. Un gouvernement faible n'avait jadis d'autre ressource que d'engager son existence pour obtenir une décision. Mais le procédé ne se justifiait que parce qu'il n'avait pas le choix et qu'en agissant ainsi, il mettait un terme à un excès de délibération qui entraînait la paralysie.

On ne voit pas que l'influence abusive de la représentation ait encombré l'action des pouvoirs publics. C'est plutôt le contraire que l'on observe : six ans de gouvernement unilatéral ont abouti à l'extraordinaire *fiasco* de mai 1968. Comme on ne saurait regretter l'instabilité d'antan, ni contester le progrès que représente l'apparition du phénomène majoritaire, il faut incriminer la persistance d'une malformation constitutionnelle que le système de gouvernement n'a pas réduite mais qu'il a plutôt entretenue.

UN PIEGE A BASCULE

Sept ans, c'est long... La durée du mandat présidentiel, convenable pour un chef d'Etat parlementaire, impose à la vie politique un rythme anormal dès lors que l'élection du Président devient le choix politique fondamental. Cette durée excessive contraste d'ailleurs avec la multiplication des consultations qui en jalonnent le

(1) Mémoires d'Outre-Tombe, Livre 28, chap. XVII.

déroulement : deux élections législatives générales et un référendum depuis le début du second septennat. L'agitation dans l'immobilité ne s'explique pas seulement par des facteurs subjectifs propres aux acteurs, elle relève aussi d'un vice de constitution.

Dans la mesure où l'autorité politique du Président se fondait sur un scrutin unique tous les sept ans, elle entraînait fatalement en concurrence avec les autres manifestations du suffrage, et singulièrement avec les mécanismes parlementaires. On a vu ainsi le Premier ministre disposé à prendre la relève, se charger de la préparation des législatives de mars 1967, qui avaient été présentées, on le sait, comme un « troisième tour » de l'élection présidentielle. Par là se traduisait le risque de *dyarchie* (écarté péremptoirement naguère) dont le déroulement des événements de mai et les élections de juin 1968 ont confirmé l'existence, avant que le renvoi de M. Pompidou, puis son attitude d'héritier impatient, n'en aient dévoilé l'étendue.

Le référendum est alors apparu comme un substitut à l'élection présidentielle. Il avait joué ce rôle de 1958 à 1962, faute d'une procédure mieux appropriée. Depuis la révision instituant la désignation du chef de l'Etat au suffrage universel, il semblait être tombé en désuétude et il fallu précisément que la crise de mai révèle combien le Président de la République avait perdu le contrôle de la situation pour qu'il tente à nouveau d'y recourir.

Mais le référendum est une procédure qui ne s'ajuste pas avec l'élection présidentielle. Comme les législatives dans le système actuel, il ne laisse en effet à l'opinion que le choix entre la confirmation du mandat du chef de l'Etat et le risque de crise de régime. L'absence d'harmonie entre les consultations joue alors comme un piège dans lequel le pouvoir enferme le suffrage universel : ou bien celui-ci s'enfonce davantage dans la nasse, ou bien, pour retrouver son autonomie, il en ébranle l'appareil.

M. Jean-Marcel Jeanneney a clairement exposé le ressort de ce piège à bascule devant les sénateurs, le 19 décembre 1968. Selon le ministre d'Etat, la Constitution de 1958 réunirait les deux doctrines qui s'affrontent traditionnellement dans notre histoire (1791, ou la démocratie représentative, 1793, ou la démocratie directe). Son article 3 précise en effet que la souveraineté nationale s'exerce soit par les représentants du peuple, soit par la voie du référendum, c'est-à-dire par le peuple lui-même. Il existerait donc deux voies parallèles dont la présence simultanée réconcilie en quelque sorte Montesquieu et Rousseau sous l'égide du général de Gaulle. Mais c'est le général qui décide de la voie à emprunter.

Sous le couvert d'une synthèse ingénieuse, cette analyse escamote complètement l'élection présidentielle, qui était pourtant la pièce essentielle du régime depuis 1962. La désignation du chef de l'Etat par le suffrage universel est à juste titre considérée comme un procédé efficace de démocratie directe puisqu'elle permet au peuple de choisir lui-même le responsable de son gouvernement. Mais elle n'est pas une voie alternative au régime représentatif car elle ne s'oppose pas à lui : elle le complète ou le rectifie. Elle permet ainsi de dépasser l'antithèse fatiguée de la démocratie de 91 et de la démocratie de 93, en dégageant un processus homogène, mais pourvu de modalités distinctes : arbi-

trage entre les grandes orientations en ce qui concerne le choix du Président, représentation plus nuancée et diversifiée assurée par les parlementaires. Ce schéma équilibré implique naturellement un dialogue et des influences réciproques entre les organes issus de deux manifestations également légitimes de la souveraineté nationale.

En s'en tenant au modèle des deux voies *parallèles* (c'est-à-dire qui ne se rencontrent jamais) le ministre d'Etat avait écarté cette interaction des pouvoirs et situé le Président de la République à un niveau supérieur au Parlement. Le double circuit devenait alors un trompe-l'œil. Loin de favoriser le dialogue et d'élargir la participation, le système aboutissait à faire désigner tous les sept ans un mandataire unique, investi de la totalité des pouvoirs de l'Etat. Ce mandataire, ainsi que le général de Gaulle l'avait affirmé dans sa fameuse conférence de presse du 31 janvier 1964, est « l'homme de la nation » qui « ajuste le domaine suprême qui lui est propre avec ceux dont il attribue la gestion à d'autres ». Le Parlement l'assiste, comme les Etats Généraux le monarque, mais il peut communiquer directement avec son peuple pour substituer un acquiescement global à la délibération des élus. En d'autres termes, les deux voies parallèles finissent par se retrouver, mais à la disposition du Président à qui elles fournissent deux procédés de législation alternatifs, qu'il manipule à son gré. Ou presque.

LE DETOURNEMENT DE PROCEDURES

Dès lors, toutes les manifestations du suffrage politique devenaient des procédés de complément ou de substitution, destinés en priorité à renforcer le pouvoir du chef de l'Etat. Elles étaient, dans une large mesure, interchangeables.

On a ainsi remarqué que dans son entretien du 10 avril avec Michel Droit, le général de Gaulle avait déclaré, après avoir rappelé les référendums antérieurs :

« L'an dernier, les élections qui, à mon appel, ont dégagé une majorité massive pour soutenir l'ordre et le progrès, avaient tout le caractère d'un référendum. Ainsi, maintes fois, un problème national capital a-t-il été résolu par le *recours direct au droit souverain de la nation*. En chacune de ces occasions, ayant confiance en elle, je lui ai demandé si elle avait confiance en moi. »

Mais si le scrutin des 23 et 30 juin 1968 avait, pour le Président de la République, « tout le caractère d'un référendum », cette signification n'était pas inhérente à l'objet de la consultation, elle résultait du contexte et de l'interprétation qu'en donnait le Chef de l'Etat. Il est intéressant de rapprocher ces propos de la conférence de presse du 16 mai 1967. Interrogé sur les élections législatives des 5 et 12 mars de la même année, le général de Gaulle avait en effet déclaré :

« Théoriquement, les élections n'avaient pas pour objet les institutions de la République. Ce n'était pas un référendum national. A cet égard, c'était simplement — quand je dis « simplement », c'est une manière de dire — *487 compétitions locales*. Et cependant les institutions de la République étaient en cause. En effet, pour les dirigeants de toutes les oppositions, le but à atteindre, grâce aux élections, était que le pouvoir revienne à la discrétion des partis... Ils comptaient y

parvenir en faisant élire à l'Assemblée nationale une majorité négative.»

Ces différentes déclarations permettent de mieux comprendre à la fois la préférence du Président de la République pour la voie référendaire, et l'utilisation des « 487 compétitions locales » comme technique de substitution lorsque les circonstances n'ont pas permis, en mai 1968, d'organiser le référendum. Mais celui-ci demeure la manifestation privilégiée, puisqu'il est l'occasion pour le général de Gaulle d'obtenir un témoignage *direct* de la confiance de la nation sans avoir à recourir aux « intermédiaires ».

Toute votation politique se définissant en fin de compte comme un choix pour ou contre Charles de Gaulle, quel qu'en soit l'objet officiel (élection de représentants ou adoption d'un projet de loi), il s'ensuivait une sorte de détournement de procédures, pratique mais dangereux à la longue. A deux reprises, le Président de la République a ainsi commis un faux pas, dont le second lui fut fatal. On se souvient qu'il avait abordé le premier tour de l'élection présidentielle comme s'il s'était agi de faire ratifier son pouvoir par un référendum, et qu'il se trouva surpris par le ballottage. N'a-t-il pas traité le référendum d'avril 1969 comme une élection présidentielle destinée à confirmer le septennat jusqu'à son terme, à exorciser l'expédient de juin 1968, à tempérer l'ardeur du Grand Dauphin et de ses acolytes ? Mais il n'y avait pas, cette fois, de second tour...

Le pourcentage des « oui » par rapport aux suffrages exprimés a été de 46,82 % en métropole. Quarante mois plus tôt, le général de Gaulle avait recueilli 43,71 % au premier tour de l'élection présidentielle. De tels résultats eussent fait rêver les gouvernements d'autrefois qui ne disposaient évidemment pas d'une base populaire comparable. Si le régime s'est bloqué malgré tout, c'est donc qu'il souffrait d'une considérable déperdition d'énergie...

Pierre AVRIL ■

M. ALAIN POHER ARRIVE, LE 28 AVRIL 1969,
A L'ELYSEE POUR ASSURER L'INTERIM
DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

L'Histoire est l'Histoire même si elle n'est pas tragique.

Evolution économique et socialisme culturel

par Robert Buron

L'ACCES A LA CONNAISSANCE est, de longue date, le privilège essentiel des membres de la classe dominante même si, traditionnellement, une canalisation passe sous la barrière qui les sépare des autres citoyens et qu'ont remontée seulement, à force d'épreuves, quelques rares esclaves autrefois, plus tard d'audacieux plébéiens, de jeunes cleres ambitieux ensuite, des ouvriers sacrifiant leurs dimanches et leurs nuits à la fin du siècle dernier, les plus doués des enfants des travailleurs salariés aujourd'hui.

Actuellement, le même signe souligne la différence entre le monde moderne et les pays sous-développés.

Témoignage d'une réussite sociale héritée, plus rarement récompense de durs efforts individuels pour « franchir la ligne », la culture consacre l'appartenance à « l'élite ».

Toutes les sociétés connaissent cette situation et, après la difficile période pendant laquelle une classe nouvelle de technocrates et de graphocrates a pris la place des boyards, des capitalistes et des koulaks, le monde soviétique lui-même en a vérifié l'application, malgré de réels efforts pour élargir le recrutement des « dirigeants ».

Pourtant, le rapport à peu près constant, à travers l'évolution de l'humanité, entre une minorité qualifiée d'élite et accédant à la connaissance (*homo sapiens*) et la grande masse destinée au travail manuel qui n'a besoin que d'une simple et immédiate formation pratique (*homo faber*) est remis en cause depuis quelques décennies par suite de l'élargissement soudain du domaine que la science nous découvre, de l'accélération du progrès technique et de la généralisation de ses applications pratiques.

La pyramide idéale (!) des sociétés stables avec une large base de travailleurs salariés, auxquels la pensée philosophique ne peut apporter que déceptions et un sommet étroit occupé par les « concepteurs » de la politique et de l'économie, reliés l'un à l'autre par les intermédiaires nécessaires aux différents degrés — les « cadres », comme on les appelle sans même une pointe d'ironie — ne rend plus compte de la réalité moderne.

« L'*homo faber* » à l'état pur n'est plus l'exécutant rêvé dans nombre de disciplines.

Dans la mesure où la machine a pris exactement sa place ancienne, il devient lui-même intermédiaire agissant — fût-ce pour compte d'autrui — sur des mécanismes qu'un certain degré de connaissances lui permet seul de diriger. La machine remplaçant le travail manuel de l'*homo faber* qui la contrôle, celui-ci ne relève plus de la « force de travail » selon l'expression américaine, de la « main-d'œuvre » selon la formule française, il tend à appartenir à la « tête d'œuvre ». De ce fait, une porte, même étroite, sur la connaissance doit, dans l'intérêt commun, lui être ouverte.

L'idéal social du monde capitaliste à la fin du XIX^e siècle, qui réservait propriété, bonne éducation et

jouissance culturelle à la classe dirigeante en vertu d'une logique sans faille (seule la première vertu permettait le bénéfice des deux autres et ce bénéfice suffisait à justifier moralement l'héritage de la première) est brusquement contrebattu par ce qui fait le ressort même du système : la libre recherche du profit maximum par les détenteurs de capitaux.

Dans la mesure où la recherche du profit exige que les travailleurs reçoivent une formation technique plus poussée qui ne peut être acquise au niveau scientifique actuel que grâce à un large développement de leurs connaissances générales, une transformation sociale est en marche — fruit de la plus éclatante des contradictions du capitalisme — dont les conséquences politiques, économiques et surtout culturelles sont encore mal mesurées aujourd'hui même si les événements de Mai ont permis de commencer à les percevoir.

Certes, tous les véritables démocrates, quelle que soit l'appréciation personnelle qu'ils portent sur la notion de propriété et sur le meilleur régime économique possible aujourd'hui, peuvent se réjouir de voir disparaître la frontière séculaire entre l'*homo faber* et l'*homo sapiens*. La question leur est posée, au triple plan de la politique, de l'enseignement et de la culture, de savoir si la notion de démocratie suffit à définir l'environnement dans lequel s'épanouira demain « l'homme faber et sapiens » ou s'il ne leur faudra pas, poussant l'analyse, constater que la sorte de démocratie favorable à cet épanouissement sera nécessairement de type socialiste.

I. EDUCATION ET SOCIALISME

Jusqu'à hier les rapports, puissance politique, domination économique et richesse d'une part, connaissance et culture de l'autre étaient du type des relations œuf-poule, sauf de bien rares exceptions lorsque la connaissance acquise hors de voies traditionnelles permettait d'accéder à la domination ou que les héritiers des puissants, choisissant leur chemin hors de la règle, se mettaient en opposition avec le conformisme social.

A partir du moment où, non seulement l'éducation se démocratise mais où la société exige pour son fonctionnement un nombre croissant d'éléments intellectuellement développés, le système se trouve brutalement remis en cause :

— Quel prolétaire accepterait de rester prolétaire et, comme tel, d'être économiquement et politiquement dominé par des hommes moins « savants » et moins « compétents » que lui, dès que, dans l'intérêt même des détenteurs de capitaux à la recherche du profit, on lui aura permis de maîtriser science et compétence ?

— Sur quelle justification reposera la persistance de l'accumulation privée du capital dès lors que ses bénéficiaires n'auront plus le monopole de la qualification intellectuelle et que le grand nombre sera en

mesure d'assurer au plan de la connaissance et de l'efficacité sa prise sur le pouvoir politique ?

En fait, le phénomène actuel ne se limite pas au franchissement d'une barrière purement scientifique. L'*homo faber* devenu *homo sapiens* ne se contentera pas longtemps de sa seule *sapience* ; il exigera du même mouvement de devenir « *homo actor* » ; souhaitons pour son propre équilibre et pour celui de l'espèce qu'il veuille aussi devenir « *homo creator* ».

● *Participation et responsabilité.*

La *participation* est une notion qui, dans son sens véritable, traduit l'aspiration profonde de l'homme, accédant à un degré minimum de connaissances, à exercer sa propre responsabilité sur l'orientation de son destin.

Dans la mesure où elle ne s'inscrit pas dans les faits sous une forme caricaturale, *elle est incompatible avec toute forme de capitalisme*, avec toute conception sociale qui repose sur le respect de prétendues lois naturelles une fois données au plan économique, comme au plan psychologique, avec tout système qui prétend mettre en jeu un seul *ressort* pour définir les modalités de l'organisation collective, qu'il s'agisse du besoin de sécurité inné chez l'homme ou de la libre recherche du profit maximum (1).

La participation active des citoyens et en particulier des travailleurs suppose au contraire la mise en jeu d'un *volontarisme collectif* au service d'une *finalité* qui, de nos jours, et quelle que soit la formulation retenue par les uns et les autres, s'inspire du *socialisme*.

● *Finalités socialistes.*

Sans doute le mot est-il chargé d'un passé ambigu et le présent en propose-t-il des traductions apparemment bien contradictoires. Ramené à quelques principes communs à tous ceux qui s'en sont faits les doctrinaires il peut encore servir utilement à caractériser l'évolution vers laquelle tendent de plus en plus les hommes désireux d'exercer leurs responsabilités à mesure qu'ils acquièrent une connaissance plus large.

1^o Le socialisme se donne pour objet essentiel *l'épanouissement de l'homme*, et d'abord sa désaliénation :

— au niveau de l'individu grâce à l'accès à la connaissance et à la création (*homo sapiens et creator*) ;

— au niveau de la *société* qui assure le jeu des solidarités nécessaires entre les hommes ;

— au niveau de *l'espèce* qui doit être soigneusement protégée contre les « nuisances » atteignant soit l'homme lui-même, soit son environnement naturel (2).

2^o Le socialisme reconnaît la *primauté de l'intérêt général*, défini comme celui du plus grand nombre et celui des générations *futures* sur les intérêts particuliers

(1) *La grande habileté des tenants du régime capitaliste est d'entretenir la confusion entre l'aspiration profonde chez l'homme à rechercher son intérêt (qui peut n'être pas seulement matériel et moins encore pécuniaire) et l'aspiration d'une minorité — les détenteurs de capitaux — à rechercher le profit, qu'ils risquent d'atteindre à l'encontre de l'intérêt, tout aussi légitime, du plus grand nombre.*

(2) *Notons que la libre recherche du profit maximum conduit à la multiplication des nuisances (conditionnement psychologique de l'homme, commercialisation des psychodrogues d'une part, épuisement des sols, raréfaction de l'eau de l'autre ; bruits excessifs des machines, accidents de la circulation, etc., enfin).*

dont il ne peut être considéré simplement comme la somme.

3^o Au plan économique, cette primauté de l'intérêt général se traduit dans la fixation par ses représentants qualifiés d'objectifs cohérents dans le cadre de *Plans* national, supranational et régionaux, et par l'obligation pour les entreprises, quel que soit le mode juridique de leur gestion, de se conformer aux exigences de ces *Plans*, notamment en ce qui concerne la *recherche* et les *investissements*, en particulier ceux qui sont assurés par autofinancement (utilisation du capital accumulé).

4^o Au plan social, elle entraîne la recherche de modes de gestion s'écartant sensiblement de l'exercice traditionnel du pouvoir par les détenteurs du capital ou les représentants qu'ils ont désignés ; elle implique au contraire la participation des travailleurs aux décisions qu'ils doivent être en mesure de contrôler.

5^o Au plan humain, enfin, le socialisme se définit par l'accord unanime pour privilégier *l'éducation* à la fois comme bien de consommation, comme instrument de production et comme moyen essentiel d'épanouissement de l'homme.

Le besoin, imposé par des raisons d'ordre scientifique et technique, d'un nombre sans cesse croissant d'hommes compétents explique l'évolution de l'humanité vers le socialisme.

A l'inverse, le socialisme n'a de sens humain véritable que :

— s'il met *l'éducation*, au niveau le plus élevé, en mesure d'assurer le développement de *tous les hommes* certes mais aussi de « *tout dans l'homme* »,

— s'il remplace la *culture traditionnelle*, maximisation de valeurs spirituelles ou psychologiques rares — voire même trop souvent de valeurs artistiques rares et par là même transformées en valeurs *commerciales* pécuniairement mesurables — par la véritable culture, celle qui se traduit *dans la stimulation de l'imagination et le développement de l'instinct créateur.*

II. L'EDUCATION, TRANSFERT DES CONNAISSANCES OU FORMATION DES HOMMES ?

Pendant des siècles, l'éducation a été essentiellement, en France surtout, consacrée *au transfert des connaissances acquises* , à la communication, à ceux qui en étaient jugés dignes, de l'héritage culturel constitué par les générations successives.

Et, sans doute, cette définition ne recouvre-t-elle pas l'enseignement primaire réservé à la formation de ceux qui étaient destinés seulement à leur rôle nécessaire *d'homo faber.*

La démocratie se généralisant, ce sont les principes de l'enseignement secondaire qui ont tendance à étendre leur domaine d'application au primaire pour faciliter la multiplication des « *homo sapiens* ».

L'université laïque en somme, à la suite des Jésuites du XVII^e siècle, a fait de l'appel à la mémoire d'une part, du recours au raisonnement par abstraction de l'autre (par opposition à l'expérience pratique et au jeu des analogies) la base de l'enseignement supérieur.

Tout socialiste doit se demander s'il n'y a pas là une erreur fondamentale et si, en définitive, une certaine conception de la culture et l'élargissement des connaissances, loin d'aider à la désaliénation du grand nombre, ne risque pas au contraire d'assurer durablement le triomphe indirect de la classe actuellement dirigeante.

Deux constatations condamnent les principes sur les-

quels se fondent aujourd'hui encore en France notamment la formation des « homo sapiens ».

● *Nécessité — et limites — de l'enseignement spécialisé.*

1^o La découverte du réel donné, l'élargissement du réel connu à un rythme stupéfiant (que traduit la fameuse phrase : « 95 % des chercheurs scientifiques, 95 % des inventeurs techniques qui ont existé depuis Adam sont encore en vie aujourd'hui »), soulèvent d'immenses difficultés au niveau des transferts des connaissances.

D'une part, le champ devient si vaste qu'un homme seul ne peut l'explorer d'où la tendance à une spécialisation sans cesse plus étroite en contradiction avec la nécessité d'une culture à la fois relative et globale qui permette de relier et de dominer chaque spécialité.

D'autre part, les connaissances transmises à l'adolescent de 12 à 20 ans sont rapidement dépassées par des découvertes nouvelles qui modifient leur valeur relative et exigent leur intégration dans de nouvelles structures que l'homme adulte doit prendre en compte à leur tour.

C'est le problème du recyclage régulier et de l'éducation permanente que justifie la formule qui se reconduit de génération en génération depuis le début du siècle à un rythme sans cesse accéléré : « Ce qui a été découvert dans les 30 (puis 20, puis 10) dernières années est plus important que les résultats obtenus depuis la création du monde. »

Enfin les méthodes d'enseignement se modifient elles-mêmes et recourent à des notions inexplorées autrefois.

En bref, 1^o il n'est plus possible de tout apprendre à un moment donné ; 2^o ce qui a pu être appris à un moment donné n'est plus directement utilisable quelques années après ; 3^o il est des méthodes plus efficaces pour enseigner ce que l'on sait que celles qui vous ont permis de l'apprendre.

Au niveau purement intellectuel et scientifique, l'enseignant ne peut plus espérer aujourd'hui — et un tel résultat véritablement obtenu serait déjà considérable — que d'apprendre à apprendre.

● *Formation de l'homme responsable.*

2^o Dans la mesure où l'homo devenu « sapiens » exige de devenir aussi « actor » et ne sera complet que s'il se révèle « creator », ce n'est pas seulement la souplesse du cerveau, le fonctionnement actif de ses neurones qui doivent être attendus de l'éducation. Il ne s'agit pas seulement de lui permettre d'avoir la tête « bien pleine », il faut l'aider à l'avoir « bien faite ». Montaigne l'avait déjà exprimé mais la tête est moins en cause que le caractère et la volonté — et le caractère ne doit pas être entendu seulement dans son acception individuelle.

L'homme de demain devra « savoir » mais il devra également « agir » et non point seul mais « en équipe » ; il devra surtout assumer ses actes.

D'où l'importance non seulement des méthodes propres à faciliter son adaptation mais encore des méthodes de groupe, des méthodes actives et des méthodes non directives.

Curieusement, c'est dans les écoles maternelles que ces notions sont le plus aisément appliquées et que les enseignants français obtiennent les résultats les plus encourageants.

Il semble malheureusement que, l'âge de raison atteint par les élèves, leur goût du travail en équipe, leur aisance dans l'affirmation de leur personnalité, l'extraordinaire richesse de leur imagination créatrice (nous y reviendrons à la fin de cette étude) s'épuisent en quelques mois et disparaissent sans guère laisser de traces.

S'agit-il d'un phénomène biologique ? Rien ne permet de le penser. Sa nature est beaucoup plutôt sociologique et se trouve en relation avec la naissance du conformisme qu'imposent progressivement à l'enfant l'environnement familial et ses annexes.

Rieur, vivant, extroverti, sûr de lui à six ans, il apprend bientôt à ne réussir qu'à titre personnel et contre les autres, à dissimuler l'expression des sentiments qui ne lui paraissent pas « conformes » à ceux des parents ou des maîtres, à ressentir comme « honteuses » les manifestations de son aptitude à créer.

A la vérité, la responsabilité de cette première mort de l'enfant, disparaissant pour laisser place à un élément raisonnable, c'est-à-dire résigné, de la construction sociale élaborée par les classes dirigeantes des générations précédentes, est facile à attribuer.

« Is fecit cui prodest » se vérifie une fois de plus. Le même adage devrait convaincre les « socialistes d'aspiration » de la nécessité d'étendre jusqu'à l'université les méthodes des classes enfantines plutôt que de chercher à imposer les principes dépassés de l'enseignement supérieur aux élèves les plus jeunes.

Bien sûr, c'est une révision complète des structures mentales des enseignants qu'il faut entreprendre. Ce qu'ont réussi les maîtresses des écoles maternelles, les universitaires consacrés se montreront-ils capables de le tenter à leur tour ?

— Est-il plus difficile d'apprécier le sens des responsabilités que la précision de la mémoire ?

— Qui empêche l'enseignant, ayant réparti ses élèves en groupes, de modifier chaque quinzaine la composition de ces groupes de sorte que le jugement résultant du seul total des appréciations portées sur les travaux des différents groupes auxquels chaque élève aura participé mesure exactement son aptitude, personnelle au travail en équipe ?

— L'éducateur n'est-il pas capable, comme le lui conseille Carl Rogers, de « mettre entre parenthèses le rôle et le savoir qu'il exerce pour être à l'écoute des besoins, des possibilités et des aspirations de ses élèves ?

Sans doute cette transformation de l'éducation dans un esprit vraiment socialiste est-elle déjà commencée. C'est probablement au niveau de la véritable culture qui est avant tout créativité qu'elle se heurtera au plus grand nombre d'obstacles.

III. CULTURE ET CREATION

Que l'homme doive trouver son épanouissement autant et davantage dans une société de connaissances que dans une organisation des rapports collectifs fondés sur l'accroissement constant de la consommation, cette conception ne soulève dans son principe aucune contradiction sérieusement affirmée au moment présent.

Que l'homme, ayant accès à la connaissance, revendique sa part de responsabilité dans l'orientation de son destin, cela va de soi pour les démocrates convaincus (ils sont sans doute moins nombreux aujourd'hui qu'il y a soixante et quelques années) et conscients.

Mais, que la culture n'ait guère de liens avec la diffusion des connaissances d'une part et la préservation

de valeurs intellectuelles passées de l'autre ; qu'elle ait pour objet essentiel la *stimulation de la créativité* de chaque homme, sa participation directe — et non pas l'apport d'une révérence transmise envers l'œuvre du petit nombre — à l'art, à la poésie, à la philosophie d'aujourd'hui ou de demain, une telle affirmation scandaleuse aujourd'hui et plus encore dans les milieux dits « cultivés » qui défendent ce qui fait leur singularité que dans les autres.

Pourtant, c'est à ce niveau tout autant qu'à celui de l'éducation proprement dite que se situe le clivage entre le socialisme d'aspiration et le conservatisme plus ou moins conscient, l'attachement fondamental à des structures sociales dont l'on prétend vouloir améliorer quelques éléments sans réaliser que, seuls, leur transformation profonde peut assurer l'apparition d'un nouvel équilibre.

A la « culture état d'esprit », privilégiée par la société de domination, il faut substituer « la culture instrument » de la stimulation des facultés créatives de l'homme.

1^o La culture « distinguée ».

La première se définit aisément à travers deux formules :

Celle d'Edouard Herriot est la plus connue : « La culture est ce qui vous reste quand on a tout oublié. »

L'autre figure dans un rapport établi par les étudiants en mai 1968 : « Le passage d'un examen aujourd'hui se résume en un clin d'œil complice de l'étudiant cultivé au professeur dont il partage la culture. »

La culture, en définitive, dans cette acception, n'est qu'une formation spécialisée qui fait entrer dans le cercle privilégié, et par conséquent clos, d'une élite culturelle.

Comprise en ce sens, la culture est nécessairement *conservatrice* :

— conservatrice par la matière qu'elle traite, constituée essentiellement des œuvres du passé qui, seules, ont eu le temps d'être « digérées » (d'être « oubliées », dirait Herriot) par les membres du cercle, ce qui est nécessaire par définition pour qu'ils puissent les apprécier vraiment ;

— conservatrice par le fait même que l'usage en est réservé au petit nombre même si, en fait et involontairement, ce que les conservateurs admirent dans la culture d'une époque ce sont les résultats des efforts déployés par les chercheurs, intellectuels et artistes... jugés à cette époque même comme révolutionnaires par l'opinion cultivée du moment.

A cette forme de culture distinguée correspond une « sous-culture commercialisée », domaine réservé au délassé ou à la compensation pour l'*homo sapiens*, pour l'*homo faber* et pour les « cadres » intermédiaires surtout.

Elle s'inspire des mêmes principes que la « culture état d'esprit » et en respecte les valeurs essentielles à quelques nuances près, mais elle donne, en outre, lieu à une exploitation systématique des besoins d'un public plus ou moins large dans la mesure où la diffusion de ces valeurs apparaît économiquement rentable.

De la spéculation sur les valeurs artistiques rares (voire habilement raréfiées) à la création de toute une série d'industries, de commerces et de services fondés sur l'utilisation la plus attrayante des loisirs des travailleurs, ce que l'on appelle « la culture bourgeoise » — comprise au sens le plus large, de Bach aux Beattles,

de Botticelli à Picasso, d'Euripide et Shakespeare aux films hollywoodiens aussi bien qu'à Buñuel, de John Ruskin à Monsieur Blitz, l'organisateur du Club Méditerranée — donne lieu aujourd'hui à la plus large exploitation, soutenue par un conditionnement publicitaire soigneusement mis au point.

« Culture état d'esprit » et sous-culture commercialisée, parfois même, hélas, « popularisée », concourent objectivement à favoriser le développement ou tout au moins le maintien des structures politiques et économiques établies.

2^o La Culture Instrument.

A cette conception très généralisée s'oppose une notion plus dynamique, plus révolutionnaire aussi de la culture.

Il ne s'agit plus de préserver des valeurs intellectuelles ni de provoquer des émotions d'un niveau supérieur — récompenses suprêmes réservées à l'aristocratie de l'esprit — mais d'utiliser la culture active, c'est-à-dire l'art et la pensée *au service de l'imagination créatrice* pour aider l'homme à dominer son environnement et assurer son propre épanouissement.

Seule l'*imagination* nous permet, en effet, de prendre conscience que le monde pourrait être différent dans ses fondements de celui dans lequel nous vivons. Elle est, de ce fait, indispensable à l'*homo actor* », *au même degré que la connaissance*, pour assumer les responsabilités sociales qui sont les siennes.

L'homme est ainsi fait qu'il ne peut concevoir l'amélioration de ses conditions de vie que par référence à l'existant. En voulant transformer ce dernier, il est presque inévitablement entraîné à en maintenir l'essentiel.

● Prospective et imagination.

La difficulté de la prospective réside dans cette impossibilité pour l'homme de se représenter concrètement un cadre de vie fondé sur d'autres hypothèses de base que celui dans lequel il vit.

Economistes et politiques procèdent toujours par *extrapolation* — et, en pratique, les prétendus prospectivistes en font tout autant — prolongeant dans l'avenir l'effet du passé. Seuls les poètes, les philosophes et les artistes, définis comme « chercheurs culturels », ont cette faculté de s'évader des structures établies pour concevoir à leur usage personnel et à celui de leur public des structures nouvelles, *sans référence avec celles du « réel donné »*, tout au moins ce type de poètes, de philosophes, d'artistes qui est qualifié, à toute époque, de « moderne » ou « d'avant-garde ». Ce sont eux qui, dans la mesure de leur génie, préparent aux révolutions, et même plus simplement facilitent l'intervention des réformes nécessaires.

Les élites cultivées de demain, bien que conservatrices, les admireront, dans leur cercle fermé, justement comme créateurs de valeurs qui, d'insolites à leur époque, seront devenues « acquises » grâce aux couches de vernis du passé déposées par le temps.

Sans attendre cette confirmation posthume, les chercheurs culturels ouvrent, grâce à leur imagination créatrice, la voie à tous ceux qui apprennent à les connaître, dans la mesure où la solution du problème social exige l'adaptabilité à l'évolution scientifique et technique mais aussi le désir d'un avenir dans lequel.

l'homme, conscient de sa dignité, affirmera davantage sa responsabilité.

Dans le cadre de l'éducation permanente et dans une perspective socialiste, les chercheurs culturels seront les initiateurs les plus qualifiés pour la préparation aux nécessaires réformes, car tel est bien le rôle essentiel de la culture-instrument : faire prendre conscience le plus rapidement possible au plus grand nombre de citoyens de la nécessité, pour améliorer leur sort et permettre la construction d'une société nouvelle, de modifier d'abord leurs propres structures mentales, forgées par le passé, en fonction même des solutions apportées par leurs pères à des problèmes entièrement différents de ceux qui se posent à eux aujourd'hui.

Il n'est pas inintéressant de noter la parenté certaine qui existe entre chercheurs culturels et responsables politiques d'une époque. Clemenceau était l'ami de Monnet en même temps que des romanciers naturalistes et c'est parce qu'ils étaient socialistes que Marcel Sembat protégea les Fauves puis les Cubistes, cependant que Léon Blum soutenait la « Revue Blanche » et les recherches poétiques les plus ésotériques de l'époque.

Aujourd'hui d'ailleurs les responsables politiques, voire économiques, qui sont « dans le mouvement » se réfèrent aux recherches structuralistes en cours dans les mathématiques, la linguistique, l'ethnographie, comme hier l'existentialisme inspirait la pensée dite « de gauche »...

● La « créativité ».

Aussi bien, à ce niveau, la conception traditionnelle de culture est-elle complètement dépassée.

L'éducation des hommes de demain, en les mettant à même d'apprécier les efforts des chercheurs culturels de leur temps leur ouvrira l'esprit sur les problèmes de leur travail et de leur vie ; en développant leur « créativité », elle facilitera leur épanouissement.

Dans les types de sociétés pré-industrielles, l'artisan, comme le cultivateur, faisait œuvre des mains en même que de son esprit. Il *créait* vraiment les objets qu'il produisait.

L'*homo faber* ne crée plus ; au mieux, il reproduit et encore ne se consacre-t-il qu'à la reproduction d'un fragment d'objet.

L'*homo sapiens* apprend à connaître, participe intellectuellement mais comme *spectateur* surtout (à la seule exception du chercheur scientifique) au fonctionnement de l'univers.

L'*homo actor* participe concrètement aux discussions portant sur l'organisation des rapports sociaux ; ainsi contribue-t-il à établir de meilleurs rapports entre les éléments préexistants.

Seul l'*homo creator* retrouvera — sans se soucier des cours cotés par les galeries ou des jugements des « hit parades » — la jouissance profonde de celui qui allie sa main à sa pensée pour donner le jour à une œuvre nouvelle.

Ainsi la culture, en tant que stimulant de l'imagination *créatrice*, sera-t-elle à la fois le moyen — l'un des plus efficaces — et la fin — la plus enrichissante possible — de l'action politique qui tend à l'épanouissement psychologique et matériel de tout l'homme et de tout dans l'homme.

Arnold Toynbee a écrit : « La situation présente se résume en une course de vitesse entre la catastrophe et l'éducation. » C'est que le problème de la formation des hommes et celui de la culture doivent être résolus au-

jourd'hui dans un sens entièrement différent de celui qui prévalait hier.

Un monde nouveau est en train de naître. Il risque d'avorter ou tout au moins de se révéler monstrueux si l'état d'esprit des hommes ne s'adapte pas à l'évolution, s'il ne s'avère pas capable aussi de la contrôler.

Science et technique transforment le monde connu. Dès lors, institutions politiques et cadres juridiques ne correspondent plus au « réel donné ».

L'éducation seule peut assurer l'adaptation psychologique de l'homme, d'une part à un environnement qui se transforme à un rythme accéléré, d'autre part à une prise de conscience nouvelle de ses possibilités et de son propre rôle social surtout.

La contradiction essentielle de « l'homme social » c'est qu'il craint au fond de lui-même l'évolution qu'il sait pourtant nécessaire pour le bien de la collectivité. De même que dans la technique de l'accouchement sans douleur le praticien aide la parturiente à dominer ses angoisses par une description rassurante et préalable des phénomènes qu'elle ressentira et qui, dès lors, lui paraîtront naturels et non plus inquiétants ni même douloureux, de même l'éducation le préparera à surmonter les premières réactions contre une évolution qu'il ressent comme traumatisante même si confusément il admet le changement politique et social comme nécessaire.

En cette fin du XX^e siècle, le progrès des sciences et des techniques agit bien plus que les événements politiques — les guerres y compris (malgré l'étendue des ruines qui résultent de l'adaptation à la destruction systématique des nouvelles données scientifiques) — sur les conditions de vie et de travail des hommes. Il transforme les modes de production, exige l'accroissement de la consommation, il ouvre de nouvelles perspectives pour la formation des hommes mais en même temps et du même mouvement la *démocratie économique* devient un objectif aussi important, plus important peut-être pour les travailleurs que la démocratie politique.

Dans un monde qui évolue inéluctablement, pour des raisons scientifiques et techniques, vers le socialisme (3) les méthodes d'éducation doivent *préparer* l'avenir et non pas se contenter d'accompagner le présent, souvent avec un temps de retard :

Recherche de nouvelles méthodes à la fois actives et non directives ; assouplissement des mécanismes cérébraux, entraînement au travail en équipe, affirmation du sens de la responsabilité, développement du besoin de créer, tels sont les impératifs que doivent prendre en compte tous ceux qui travaillent à la révolution profonde de la fin du XX^e siècle, celle de la formation des hommes.

Face à la culture *élitiste*, trop souvent appelée, avec quelque injustice, « culture bourgeoise », et qui correspondait au système économique ancien malgré l'instauration de la démocratie politique, l'heure est venue de proposer un *socialisme culturel* qui corresponde pleinement au plan psychologique à la démocratie économique en passe de s'instaurer.

Robert BURON ■

(3) Jaurès disait : « le minimum de socialisme, c'est la démocratie, le maximum de démocratie, c'est le socialisme ».

L'Europe culturelle et les cultures nationales

par Jacques Barrot

L'EUROPE à faire doit être plus qu'une Europe politique et économique, il n'y a pas d'Europe sans la conscience d'une civilisation basée sur des valeurs communes et sur un dialogue fécond entre les cultures nationales.

Cette préoccupation essentielle n'a jamais cessé d'être présente à la pensée de Robert Schuman : « L'Europe, avant d'être une alliance militaire ou une entité économique, doit être une communauté culturelle dans le sens le plus élevé de ce terme. L'Europe ne se fera ni uniquement ni principalement par des institutions européennes ; leur création suivra le cheminement des esprits. »

Pendant que l'Europe culturelle avance très lentement nous assistons à des prises de conscience communes à tous les jeunes Européens devant les problèmes de notre société moderne... On conteste à Paris comme à Rome ou à Berlin. La jeunesse européenne trouve une unité [que n'ont pas su trouver ses aînés] dans la révolte, non seulement contre une Université sclérosée mais contre une société par trop matérialiste. Aussi, plus que jamais, est-il temps, au-delà de cette contestation, de construire ensemble, d'abattre les frontières politiques et intellectuelles pour s'enrichir des expériences d'autrui.

Si le monde moderne est à la recherche de son âme, au milieu des réussites matérielles, l'Europe l'est tout particulièrement : ne possède-t-elle pas dans son héritage les éléments nécessaires pour retrouver un idéal, des raisons de vivre ? Le trésor de l'Europe n'est-il pas son « idée de l'homme » ?

C'est dire l'importance et l'actualité d'une réflexion pour une « politique culturelle européenne » capable de susciter ce renouveau indispensable.

NECESSITE DE L'EUROPE CULTURELLE

Nous voudrions manifester tout d'abord l'impérieuse nécessité de l'Europe culturelle à différents niveaux.

1) L'urgence d'une Europe des cerveaux n'est plus à démontrer. Sans vouloir faire appel à de nombreuses statistiques, nous ne citerons que deux comparaisons ; la première concerne les sciences humaines où nous trouvons pour le Marché Commun 1,5 % de diplômés par classe d'âge, pour les Etats-Unis 8,9 % par classe d'âge. La seconde concerne l'enseignement technique : le pourcentage des diplômés en sciences et techniques serait au maximum de 1,8 % par classe d'âge pour les pays du Marché Commun alors qu'il serait pour la Grande-Bretagne de 4,22 % (sans parler de l'URSS). La logique d'une coopération économique conduit, pour plus d'efficacité, à mettre en commun les problèmes de formation et de recherche. D'autre part, la liberté d'établissement prévue par les Traités exigera un effort systématique pour établir les équivalences de diplômes.

2) Le fonctionnement des institutions exige, d'autre

part, un dépassement de la « psychologie des intérêts particuliers » vers la « volonté commune ». C'est l'ébauche d'une « morale internationale » originale dans l'Europe nouvelle qui doit se préciser rapidement. « Le véritable esprit européen est la prise de conscience des réalités, des possibilités et des devoirs en présence desquels nous nous trouvons placés les uns et les autres par-dessus les frontières, au-delà de nos antagonismes et de nos ressentiments. » (R. Schuman). Les principaux obstacles à l'unification européenne, pour ne point parler de la force d'inertie des administrations, de l'opposition des intérêts, sont des obstacles psychologiques : le nationalisme, les préjugés, qui ont été propagés par l'école et les manuels scolaires depuis le milieu du XIX^e siècle. Tel est le deuxième niveau où l'Europe des esprits doit avancer rapidement pour soutenir les institutions encore faibles.

3) Mais nous avons à manifester plus profondément que l'Europe culturelle est bien davantage. Après l'avoir exprimée comme une condition de l'Europe politique et économique, nous y voyons en réalité le couronnement de la construction européenne. C'est à travers l'« Europe culturelle » que les *Européens répondront à leur vocation dans le monde*.

Cette vocation implique d'abord de trouver ensemble un certain nombre de solutions à *des problèmes concrets* :

— adapter la formation des hommes aux besoins et aux nécessités de l'économie moderne sans oublier que l'éducation doit demeurer au service des personnes.

— trouver les chemins d'une nouvelle pédagogie basée sur le dialogue et sur une autorité beaucoup plus marquée par l'esprit de service. Ce dernier effort est particulièrement indispensable pour guérir « la maladie » de nos universités.

Or, tous ces efforts ne peuvent être entrepris qu'ensemble, grâce à l'aide de nos mutuelles expériences : ainsi, pour ne citer qu'un exemple, un problème qui bloque le système français universitaire comme celui des examens, apparaît un faux problème lorsqu'il est vu de l'autre côté du Rhin. Récemment un professeur français écrivait : « seule, à mon sens, une fédération d'universités autonome, doit permettre à l'institution de dépasser ses contradictions internes, de jouer un rôle moteur dans la transformation des structures culturelles, politiques, économiques et sociales du monde contemporain ».

La vocation des Européens est aussi et surtout *d'affronter une crise beaucoup plus profonde* qui est une crise de civilisation à laquelle le « Mai français » a donné une expression spectaculaire, émouvante, inquiétante. Que représente cette crise ? Avant tout un certain nombre de contradictions. Contradiction de l'impératif qui est celui de la poursuite de la croissance économique à laquelle nos pays sont condamnés et, en même temps, de la nécessité de trouver un sens

à cette croissance. A quoi, en effet, servira-t-elle ? A certains moments, le conflit menace d'éclater. Prenons quelques exemples : l'efficacité technique exige des unités de production de plus en plus importantes et risque, par contre coup, de nous priver de ces cadres d'action moyens qui permettaient une participation authentique. L'urbanisation s'impose et pourtant nous connaissons les dangers de ces villes gigantesques qui ne sont plus à l'échelle humaine.

Comment résoudre le conflit qui se manifeste entre les impératifs de croissance des pays développés et les nécessités d'une économie d'aide et de coopération avec le Tiers-monde ? Enfin, plus profondément, comment nos sociétés que les techniques tendent à uniformiser pourront-elles sauver « le particulier », l'individuel, le qualitatif, pour que nous ne sombrions pas dans la monotonie et la platitude d'une société de consommation nivelée par le confort standardisé...

Ces contradictions ont donné naissance à la crise de la jeunesse européenne qui ne voit pour toute réponse à ses interrogations et à ses contestations, à l'Ouest qu'une invitation à consommer de plus en plus, à l'Est qu'une technique de soi-disant libération de l'homme qui, en fait, aboutit à nier la liberté. Ces deux sociétés sont ainsi considérées par les jeunes comme des sociétés « répressives » dans la mesure où elles rejettent au second plan le problème fondamental des rapports inter-humains et de la réalisation de la personne dans l'initiative et la participation.

DIALOGUE DES CULTURES NATIONALES

Face à cette grave crise qui secouera de plus en plus nos différentes nations européennes, *une tentation apparaît : celle du nationalisme culturel*. Elle consiste à essayer de retrouver ce supplément d'âme nécessaire en se repliant sur soi-même... et c'est vrai, les cultures nationales ont été, à certaines heures, très utiles dans la lutte contre un impérialisme culturel étouffant qui niait la diversité et l'autonomie des cultures (pensons au principe des nationalités du XIX^e siècle, au nationalisme africain) — et elles demeurent encore utiles pour résister à un impérialisme, comme c'est le cas pour la culture tchécoslovaque (les événements de Prague l'ont indiscutablement et dramatiquement montré). Mais, cette agressivité, ce repliement sur soi qui a permis aux systèmes culturels nationaux de s'affirmer, peut aussi les perdre. *L'isolationnisme culturel est aussi la mort d'une culture*. La culture totale et totalisante devient très vite une anticulture. Il n'est de culture authentique que celle qui est ouverte aux autres cultures et accepte d'être mise en question par les valeurs qui lui viennent d'ailleurs. Quelques exemples historiques montrent bien que la sensibilité à l'influence est une condition majeure de la création culturelle : l'ouverture à l'extérieur féconde la culture intérieure. Telle fut la Renaissance, qui se propagea à travers l'Europe en prenant dans chaque pays européen un visage original, riche des différentes sensibilités nationales. Ce sont les voyages à travers l'Europe qui inaugurent le Siècle des lumières et poseront la querelle des Anciens et des Modernes dans les différents pays. Le rôle d'une Europe culturelle n'est pas de créer je ne sais quel « espéranto », de susciter une ennuyeuse uniformisation, mais bien de mettre en contact profondément entre eux les systèmes culturels nationaux. Il ne s'agit pas de nier la réalité des frontières mais bien de contribuer à leur dépassement : « au lieu d'être des barrières qui séparent, elles devront

devenir des lignes de contacts où s'organisent et s'intensifient les échanges matériels et culturels ».

Ainsi que le notait notre ami Henri Bourbon, « l'organisation communautaire est souhaitable à condition qu'elle respecte les originalités qui, dans l'ordre culturel psychologique, historique, idéologique, caractérisent les nations et les peuples. La culture européenne n'est pas une culture autre que les cultures latine, anglo-saxonne, germanique, slave ; elle est faite des échanges réciproques de ces cultures qui, dans la mesure où elles se comprennent mutuellement, deviennent autant de témoignages du génie européen. »

Une Europe culturelle exige un double effort. Inciter les cultures nationales à se pénétrer les unes les autres pour se féconder. Approfondir, en remontant au-delà des traditions nationales, les valeurs communes qui permettront de retrouver les chemins de l'innovation, de l'invention et de la recherche. C'est à ce prix que la civilisation des machines ne tuera pas la civilisation des propylées... Le pluralisme est la vérité de la culture.

Et ce double effort s'inscrit profondément dans ces deux réalités : la démocratie et le christianisme. Le dialogue fécond entre des cultures, c'est bien le fruit de l'entreprise démocratique. La culture européenne ne peut être que réflexive, interrogative, critique, à l'exemple même de ce qu'est l'esprit démocratique. Les conditions idéales pour la création culturelle nous sont bien apportées par le christianisme : ne nous donne-t-il pas cette foi en l'histoire, en l'action humaine et en ses œuvres, en même temps que l'inquiétude qui interdit l'autosatisfaction. A cet égard, la Démocratie, dans la mesure où elle est fondée sur l'humanisme personnaliste, devrait présenter un attrait tout particulier pour des jeunes préoccupés des véritables mises en question, celles qui ne se bornent pas à contester mais qui conduisent à risquer dans de nouvelles tentatives et de nouvelles actions, des engagements réfléchis et audacieux afin d'atteindre à un renouvellement de l'humanisme démocratique et à une revitalisation des structures démocratiques.

DES MEDIATIONS SUPRANATIONALES

L'Europe politique, l'Europe économique appellent de façon urgente l'Europe culturelle. Inversement, il y va de la survie et de l'épanouissement de nos cultures nationales (ainsi que de l'humanisme qui leur est commun) que la construction politique de l'Europe se réalise progressivement mais réellement, car enfin, si l'on veut envisager une coopération culturelle d'envergure, force est bien de l'insérer dans une construction politique de l'Europe.

Or, c'est une grave tentation pour nos gouvernements, à travers la crise de confiance actuelle, que de se replier sur eux-mêmes pour tenter de relever le défi de façon solitaire en mobilisant les énergies de leur peuple dans l'orgueil. En réalité, ce faisant, ils ne pourront pas lutter efficacement contre un impérialisme d'autant plus redoutable qu'il se dissimule sous le visage de la modernité : celui des impératifs de la technique et de la seule croissance économique, impérialisme dont les nationalismes apparaissent bien incapables de triompher.

La seule voie est donc bien un dépassement des nations : contrairement à ce que prétend le nationalisme, l'homme est toujours plus grand que ce qu'il fait : et s'il a fait et subi la nation comme un moment, une étape inévitable, indispensable et grandiose, il peut aussi faire plus, construire des médiations supranationales,

intermédiaires nécessaires entre la nation et le genre humain. Etienne Borne, au cours d'un colloque particulièrement riche de *France-Forum* (1), exprimait parfaitement le problème :

« Ces médiations supranationales sont indispensables car, la nation, puisqu'elle subsistera dans ses structures actuelles et selon le génie qui lui est propre, sera une provocation permanente au nationalisme ; il ne s'agit pas de détruire la nation, de la faire rétrograder au rang de province, dans une architecture supra ou supranationale comme si la France et l'Italie devaient être

(1) *France-Forum* - n° 71 - *Nationalisme, élan ou entrave ?*

aux futurs Etats-Unis d'Europe ce que sont aujourd'hui l'Ohio et l'Oklahoma aux Etats-Unis d'Amérique ; *non, dépasser c'est à la fois supprimer et conserver* ; nous sommes ici sur le bord d'une invention capitale que nous pensons, que nous pressentons sans pouvoir la figurer, la représenter pleinement... C'est par ce bond en avant, au-delà de la nation, sauvée par sa conversion même, que passera le progrès humain. »

Réflexions qui prolongent et explicitent bien la formule de Robert Schuman : « le supranational reposera sur des assises nationales ».

Jacques BARROT ■
Député de la Haute-Loire

Pour une philosophie de la culture

par Etienne Borne

UNE civilisation est moderne lorsque sa culture en même temps qu'elle s'efforce vers l'universel devient un problème pour elle-même. Il n'est pas d'humanité dans l'espace ou dans le temps qui soit dépourvue de culture, puisqu'un homme sans langage, sans rite, sans outil est historiquement et ethnologiquement introuvable. Mais pendant l'interminable patience des temps prémodernes, les cultures sont vécues comme allant de soi, s'imposent à leurs usagers à la manière d'une nature seconde et supérieure, nécessaire et enveloppante, naissent, évoluent, stagnent, se dissolvent suivant des lois ou des hasards dont aucun individu, fût-il génial, ne possède le secret ni la maîtrise. Même si elles ne cessent de se contaminer les unes les autres, même si chacune d'elles est moins cohérente au-dedans qu'elle ne l'imagine, les cultures forment alors autant d'univers partialisés, multiples, et pourtant imperméables au doute. Situation de naïveté et de dispersion qui est l'état le plus ordinaire de la culture, et avec lequel rompent les temps modernes.

L'AGE MODERNE DE LA CULTURE

Alors apparaît un type nouveau de culture, qui entend être la culture des cultures, comprendre, c'est-à-dire rassembler, pénétrer et dépasser la diversité des cultures mortes ou vivantes ; son ambition est de faire place à toutes les formes esthétiques et à toutes les formules intellectuelles par lesquelles se sont exprimés contradictoirement l'imagination et l'esprit des hommes ; pour cette culture il n'est pas de civilisation qui n'ait quelque chose d'étroit, d'insuffisant et dont elle ne tente d'extraire une généralité assimilable à tout le genre humain ; l'homme moderne est celui qui par sa culture tente de participer idéalement à la totalité humaine. Mais du même mouvement la culture dit un adieu sans retour aux sécurités primitives, elle s'interroge sur elle-même, elle se demande si elle ne signifie pas artifice, aventure, contingence. L'homme moderne est en état d'anxiété

culturelle. Bref une culture est irréparablement moderne lorsque surgissent en elle, la dilatant et l'approfondissant, universalisme et inquiétude.

Cette métamorphose décisive s'explique par trois séries de causes dont les effets sont convergents : les grandes religions universalistes peuvent de moins en moins être contenues dans les limites d'une civilisation, et l'unique nécessaire qu'elles proposent fait une rude contestation pour toutes les grandeurs et toutes les valeurs limitées, précaires, temporelles ; d'où le rôle de ferment qu'elles jouent au sein des cultures ; appelées à se dilater et à s'élargir dans l'insatisfaction d'elles-mêmes ; les philosophies ensuite même si elles sont vouées à la pluralité et au débat posent avec toujours plus d'exigence les problèmes du tout de l'histoire et du tout de l'homme, et les doutes et les espérances, souvent également démesurés dont elles sont le véhicule, parlent à l'esprit et au cœur de tous les hommes, allant vers l'universel par les chemins de l'universelle interrogation ; la science enfin est au principe d'une culture qui met en question les différenciations culturelles ; un savoir intelligible pour chacun et une technique utilisable par tous font une raison théorique et pratique qu'aucune frontière ne saurait partager et opposer à elle-même, mais qui ne peut pas ne pas se demander si le rationnel ainsi atteint est aussi le suprêmement raisonnable. En ce sens l'universalisme religieux, dont le christianisme est sans doute le plus haut exemple, l'esprit philosophique qui est à la fois libre examen et quête de l'absolu, la *praxis* scientifique qui ne cesse de défaire et de refaire les choses selon des nécessités rationnellement objectives sont la triple caractéristique du monde que nous disions moderne, et dont la culture se trouve, d'un coup, réflexive, interrogative, idéalement totalisée.

Ainsi paraît se faire le départ dans l'histoire de la culture entre un ancien régime et un âge nouveau. Sans doute dans les temps antiques et classiques, le futur révolutionnaire de la culture était-il déjà annoncé par des dissidents, individualistes ou cosmopolites, qui refu-

La culture : épanouissement de l'homme ou construction artificielle, corruptrice de la bonté naturelle ?

« DISCOURS SUR L'ÉGALITÉ DES CONDITIONS » PAR J.-J. ROUSSEAU

Il retourne chez ses égaux...

Gravure par Delaunay d'après Moreau le Jeune (1777)

sant de trouver la vérité et le salut dans les pesanteurs et les singularités d'une culture donnée passaient pour des barbares ou des utopistes abstraits ennemis de la culture, alors qu'ils habitaient par avance l'univers de la culture à venir. Sans doute partout où agissaient philosophie, christianisme, science, l'âge nouveau de la culture était-il virtuellement présent, car ni le christianisme, ni la philosophie, ni la science ne peuvent se considérer eux-mêmes comme des phénomènes seulement culturels sans nier leur propre essence, à moins que ne soient profondément renouvelées l'idée et la réalité de la culture. Mais une révolution à l'état de promesse et de possibilité n'est pas encore la révolution. Tant que les hommes croient avec simplicité que leur culture est la culture, tant qu'ils prennent part à une civilisation sans en discuter les principes et les valeurs, tant que du genre humain totalement considéré, ils ne font leur patrie qu'abstraitement et confusément, l'ancien régime de la culture se poursuit, et il tend à durer indéfiniment par la seule force de l'inertie.

Le XVIII^e siècle européen marque la ligne de partage entre deux états de la culture. Alors, pour la première fois dans l'histoire, l'ancien régime se trouve mis en question. Individualistes et cosmopolites abondent. La diversité des cultures apparaît comme irrationnelle, le signe d'une Babel préhistorique à laquelle doit succéder la Pentecôte de la raison, règne d'une culture enfin une et universelle. Les religions établies sont contestées, et parmi elles le christianisme, parce qu'elles exprimeraient des partialités culturelles, provisoirement utiles mais sans avenir. La culture en tant que telle devient un problème, le problème. La question du siècle est celle des rapports entre la nature et la culture. Tantôt la culture est célébrée comme l'épanouissement suprême de l'homme, le monde policé des lettres, des arts et des lois couvrant et rachetant la nudité et le péché originel de cette nature animale qui est en l'homme l'humainement inavouable. Tantôt est instruit le procès d'une culture traitée de construction artificielle, corruptrice des sincérités et de la bonté naturelles ; encore

que ce mot et cette idée de nature dont le siècle a usé et abusé, aient surtout une valeur de négation dialectique, servent à rejeter une certaine forme de la culture afin que soit préparé l'avènement d'une culture nouvelle. A la croisée révolutionnaire des chemins se dresse Rousseau, le premier philosophe de la culture et qui va tour à tour aux deux extrêmes, d'abord dans ses premiers essais accusant la culture de pervertir l'homme, et puis dans *le Contrat* cherchant dans la culture politique le moyen décisif de transformer un animal égoïste et borné en citoyen, c'est-à-dire en homme ouvert à l'universel et gouverné par la raison. Solutions péremptoires mais qui, dans leur absolutisme, indiquent assez qu'un problème radical a été posé. Il y aura désormais rupture d'équilibre entre l'humanité et sa propre culture. Les temps modernes ont commencé.

Si Rousseau apparaît, on vient de le dire, comme le premier philosophe de la culture, Hegel en est le plus grand. Le plus étonnamment cultivé des philosophes a fait système de deux idées dialectiquement liées : d'une part une phénoménologie exhaustive de toutes les cultures montre que chacune a été nécessaire, et si l'on peut dire vraie à sa place dans l'espace et dans l'histoire, mais que par leurs contestations réciproques et leurs contradictions internes, chacune et toutes sont condamnées à passer et à finir ; et d'autre part le temps des cultures partiales et limitées s'achève ; une culture nouvelle est en train de naître, dernière, définitive, totale qui comprendra et intégrera tout ce que les hommes ont pensé, toute leur expérience devenant au terme conscience et esprit. Ce qu'on appelle, scolairement, l'idéalisme hégélien est en réalité un impérialisme culturel. C'est par la culture que l'esprit, d'abord substance anonyme devient sujet personnel et conscient, pour reprendre le langage classique du vocabulaire hégélien. En d'autres termes l'humanité se divinise, non par son progrès religieux, car la philosophie de la religion est plus vraie que la religion, mais par son entrée dans une culture totalisante, patrie rationnelle de tous les hommes, qui est l'équivalent d'un salut et le nom moderne de la sagesse, et que Hegel tout naturellement inclinait à confondre avec son propre système.

Système que l'opinion dit périmé, mais qui, en annonçant la mort de toute culture et l'avènement d'une culture universelle, iraduit assez bien ce doute sur la culture et cette ambition d'une culture libératrice, qui définissent à eux deux l'âge moderne de la culture. L'erreur de Hegel est d'avoir cru réelle, prochainement assimilable une culture qui n'existe qu'idéalement — idée de la culture que l'homme moderne projette au-delà de sa culture multiple, partagée, inquiète d'elle-même comme la solution nécessaire et impossible de ce foisonnement de problèmes, de ce nœud d'antinomies qui surgissent au sein d'une culture interrogative, hantée par des exigences inéluctables d'universalisme et de totalisation.

LA POLEMIQUE DES CULTURES

La barbarie, disait Goethe, consiste en ceci qu'on ne sait pas reconnaître ce qui est excellent. La barbarie, c'est-à-dire l'inculture. La culture est donc l'ouverture à une certaine sorte, rare, difficile, exquise de l'excellence, suprême degré de la qualité. Le mot de Goethe est révélateur d'une conception traditionnelle de la culture, celle-là même que l'âge moderne va mettre en question. L'excellence est déjà acquise. Elle a été atteinte

par un nombre limité d'œuvres parfaites et d'hommes inspirés, modèles et exemples capables de susciter à leur tour de nouvelles formes et d'autres figures de l'excellence. Ainsi culture et humanisme classique deviennent une seule et même chose. Et il y a toute une philosophie de la culture dans l'expression « faire ses humanités » qui veut dire tenir à distance la barbarie en participant au moins par la connaissance, la reconnaissance et l'admiration à l'excellence humaine.

Cet humanisme classique est aujourd'hui contesté de toutes parts. Signe de la crise de la culture qui caractérise l'âge moderne. D'abord aujourd'hui les humanistes, ou ce qui en reste, n'ont pas très bonne conscience. La culture classique se dit, se veut, se sait libérale, et dans le plein sens de ce beau mot ; elle est bien faite pour purifier le goût, rendre l'esprit libre et agile, et en principe, nul homme pourvu qu'il soit capable de s'élever au niveau de son exigence, n'est exclu de son bienfait. Mais ce libéralisme d'intention ne se change-t-il pas en une avarice de fait ? Pour profiter vraiment d'une telle culture ne faut-il pas aborder un certain loisir, ou le libéralisme de condition s'ajustant au libéralisme d'esprit, exercer une profession véritablement libérale, au sens étymologique et le plus souvent périmé du mot, si bien que le plus grand nombre, et aussi bien en haut qu'en bas de l'échelle sociale, se trouvera nécessairement frustré de son excellence. « Culture bourgeoise » ? Le mot est laid, aussi injuste que béotien, car rien n'est plus éloigné de l'excellence humaniste que ce qu'on appelle ordinairement bourgeoisie, mentalité bourgeoise, embourgeoisement. Il reste que cette sorte de culture est un privilège qui crée des privilégiés et que la transmission de l'héritage se fait mal dès lors qu'elle n'est plus le recrutement d'une aristocratie par une aristocratie.

De plus cette culture s'est constituée par la rencontre qu'on supposait harmonieuse de plusieurs civilisations. Dans une dissertation parfaite écrite au lendemain de la Première Guerre mondiale, Paul Valéry expliquait comment hellénisme, romanité, christianisme avaient très heureusement convergé pour constituer l'Europe en esprit et en vérité, c'est-à-dire l'avant-garde progressiste de tout le genre humain. Or, il y a beaucoup d'académisme dans ce propos rassurant. Les valeurs qu'explicitement ou implicitement enseigne ou révere la culture classique, dès qu'on ne les réduit pas à des lieux communs sans substances et sans saveur, se réfèrent à des conceptions du monde et à des idées du monde malaisément compatibles entre elles, comme en témoigne l'insoluble et interminable débat autour de l'humanisme chrétien ; la question se pose en effet de savoir si la Minerve antique peut être reçue dans la cité chrétienne et moderne. La culture classique, qui pratique le mélange des valeurs, a quelque chose de polythéiste et jusqu'à la guerre des dieux inclusivement ; aussi se révèle-t-elle surtout critique et esthétique, donc impropre à une formation complète de l'esprit. Enfin ces humanités qui font une si large place, les accommodant tant bien que mal ensemble à l'hellénisme, à la latinité, aux formes occidentales de la civilisation chrétienne, on ne saurait contester qu'elles tendent à l'universel, mais il faut reconnaître qu'elles ne peuvent prétendre à une universalité réelle. Notre humanisme trop méditerranéen risque de paraître provincial au moment où les autres cultures d'une plus vaste terre prennent conscience et parfois agressivement de leur originalité et de leur puissance de rayonnement. En outre la science et la technique qui de plus en plus façonnent la pensée de l'homme moderne ont l'ambition de réaliser dans

le fait cette universalité dont la culture classique ne proposait peut-être que l'idée ou le symbole. Des humanités scientifiques naissent qui font une rude concurrence aux humanités littéraires. Partout la culture s'oppose à la culture.

La polémique entre les cultures sera donc le grand fait culturel de l'âge moderne. Toute culture a une tendance invincible à se prendre pour le tout ou pour l'essence de la culture. Le vieux Lachelier, qui sentait venir l'orage, entendait réserver aux lettres et à la philosophie le privilège de former ce qu'il appelait « l'homme moral et intérieur », expliquant que « l'étude exclusive et prédominante des sciences de la nature et particulièrement des mathématiques pourrait prédisposer à ne voir partout que spatialité, extériorité réciproque, mécanisme ». En d'autres termes, les sciences seraient prédestinées à engendrer une culture matérialiste que Lachelier jadis (et il a quelques disciples aujourd'hui) tenait pour le contraire de la culture. Partialité qui procède d'une idée *a priori* de la culture et à laquelle, les tenants des humanités scientifiques opposeraient trop aisément une partialité de sens contraire et une autre idée systématique de la culture. Qu'on entende en effet par culture la présence intelligente et dominante de l'homme à un monde que la science rend transparent et maniable, et on démontrera que les véritables humanités sont scientifiques, les humanités littéraires n'étant plus qu'exercice de rhétorique, propos d'évasion, arbitraire subjectif. Mais répondre à une mentalité de monopole par une mentalité de monopole égale et de signe contraire, ces sortes d'agressivités entrecroisées montrent bien que la culture moderne est en état de crise ; dans la contestation d'elle-même qu'une culture littéraire ou scientifique trouve dans l'autre culture, chacune d'elles devrait lire le doute sur soi qu'elle porte en elle. La culture de l'âge moderne se cherche elle-même, et cette interrogation anxieuse pourrait bien représenter le contraire d'un maladie mortelle, mais un progrès culturel décisif. La polémique entre les cultures, pourvu qu'elle ne tourne pas à la victoire totale d'un type exclusif de culture aurait alors quelque chose de sain et de normal et mettrait dans une vive lumière ce pluralisme, ce partage, cette insuffisance qui sont sans doute la vérité profonde d'une culture enfin digne de ce nom.

On n'appellera pas culture un entassement de savoirs. Aucun homme ne saurait être aujourd'hui une encyclopédie vivante parce qu'une telle entreprise, outre qu'elle est matériellement irréalisable, se perdrait dans le monstrueux et l'inhumain. On ne tiendra pas non plus pour culture une teinture verbale et superficielle de disciplines multiples. L'« honnête homme » qui aurait des clartés de tout, c'est-à-dire qui saurait parler approximativement de beaucoup de sujets, donnerait dans un dilettantisme, image vive et superficielle de la culture plutôt que véritablement culture. Il n'y a de culture dans le monde d'aujourd'hui qu'à partir d'une spécialité intellectuelle ou d'un mode d'action, mais possédés, approfondis, dominés et à partir desquels on tentera, à ses risques et périls, de se donner une ouverture sur le reste du monde et de l'aventure humaine, qu'il faut à la fois juger d'après sa propre perspective mais en se défiant de ce que cette perspective implique de limite et de partialité. En polémiquant contre l'étroitesse de la culture que lui donnent spontanément son action, son milieu, ses œuvres, chacun aura ainsi des chances d'entrer dans l'univers de la culture.

Pour reprendre le même commode exemple, culture scientifique et culture littéraire se changeront en in-

culture si elles ne sont pas ouvertes l'une sur l'autre. Une culture qui serait fermée aux sciences, à leur esprit, à leurs résultats, sinon au détail technique de leurs cheminements qui sont affaire de spécialistes, se condamnerait à ne pas comprendre la figure renouvelée que prennent notre univers et notre société. La moderne géométrie des sciences de l'homme et la finesse des intuitions classiques ne sont pas aisément compatibles et elles sont pourtant également nécessaires aux études littéraires et scientifiques. Symétriquement une culture scientifique ne peut se suffire à elle-même ; elle aussi devient inculture si elle n'est pas capable de se juger, de savoir ce qu'elle a de partiel, de se dépasser et même de se contredire elle-même en aspirant à quelque poésie et à un commencement de philosophie. De même qu'un humanisme littéraire aveugle à la science ignore une dimension capitale de l'homme, une culture scientifique qui ne verrait dans la science qu'un outillage et un savoir objectif se condamnerait à l'inintelligence de la science. Celle-ci devient culture quand elle s'interroge sur sa valeur, quand elle se situe dans une plus vaste histoire de l'esprit, quand elle découvre combien l'imagination poétique ou l'audace philosophique l'ont faite avancer beaucoup plus que la prudence positiviste et prosaïque, bref lorsque se trouvent réintroduits en elle le débat, le combat, l'anticipation obscure, la contradiction, l'énigme. Si un Teilhard de Chardin occupe dans la culture moderne une place si éminente, c'est que sans rien retrancher à la science, il a pensé cette science à travers une puissante extrapolation métaphysique et religieuse.

A l'âge moderne, la culture et la polémique des cultures sont donc une seule et même chose. Une vraie culture n'est ni homogène à elle-même, ni exclusive. C'est l'affrontement et la libre communication des cultures qui fait la culture — dont l'unité et l'universalité restent toujours idéales et valables en espérance. A l'échelle des individus, il n'est pas de culture qui ne soit démantelée, lacunaire, inachevée. La plus vivante est souci et projet. Une culture qui se voudrait totalisante et totalitaire, à la manière du marxisme, mettrait certes fin à la polémique des cultures et elle serait du même coup la mort de la culture.

LA VULGARISATION IMPOSSIBLE ET NECESSAIRE

Dès qu'il est arraché par le progrès économique et politique à l'esclavage et au somnambulisme de la misère, l'homme aspire d'un plus grand désir à la culture qu'au bonheur. Ce qui est à l'honneur de notre espèce, car la culture n'est pas faite pour accomplir l'homme, mais pour lui apporter les anxiétés et les interrogations de l'esprit qui rendent désormais le bonheur difficile. La culture dans l'âge moderne peut être d'autant moins aristocratique que le genre humain découvre qu'il est tout entier de nature aristocratique. En même temps on voit augmenter selon une progression géométrique et la masse des savoirs qui enflent démesurément l'acquis culturel des hommes et le nombre mais aussi la puissance des moyens de diffusion de cette culture. Cette situation, mille fois décrite, ne peut pas ne pas provoquer une mutation révolutionnaire du contenu et du sens de la culture, caractéristique en dernier lieu de l'âge moderne.

Ici se montre l'antinomie de la qualité et de la quantité, qui n'est pas neuve quant à sa formulation, mais qui dans ce domaine sera particulièrement aiguë et

malaisément dénouable. Le monde de la culture se diversifie en une multiplicité d'univers, qui eux-mêmes vont se démultipliant, chacun devenant de plus en plus richement complexe. La pluralité des univers de culture, phénomène quantitatif, est déjà une menace contre la qualité de la culture, dans la mesure où chacun d'eux est séparable et séparé ; et c'est le drame de la spécialisation auquel se joint la comédie que donne le spécialiste, « ce géomètre qui me prend pour une proposition » dont parlait Pascal. De plus et surtout, chaque province de la culture est de plus en plus difficile d'accès et il faut payer pour y entrer un prix fort de dons intellectuels, de virtuosités techniques, de laborieuse et assidue fréquentation. Une tension se manifeste entre l'offre, forcément avare, qui s'adresse à un petit nombre d'élus et la demande qui apparaît partout, universelle et incoercible. Parce qu'elle répond à un puissant besoin individuel et collectif, la vulgarisation de la culture est une nécessité et une donnée de l'âge moderne. Vulgarisation dont il faudra alors se demander si elle n'est pas une négation de cette culture qu'on prétend, selon un mot déjà suspect, diffuser, c'est-à-dire avilir en la diluant.

La véritable science est faite d'une architecture de symbolismes abstraits et leur vulgarisation utilise des facilités imaginatives contraires au génie même de la science. La poésie moderne incline aux recherches subtiles sur le langage et l'appétit populaire de poésie se satisfait dans les simplicités et les naïvetés de la chanson qui connaît aujourd'hui un si étonnant renouveau. La pensée politique du siècle exige pour être valable une grande compétence dans l'ordre tant psychologique et historique qu'économique et social et elle est vulgarisée, pour être facilement consommable, sous forme d'idéologies courtes et péremptoires. Les sources de la culture, vives et cachées, font une sorte d'ésotérisme que défigure et affadit l'exotérisme de toutes les vulgarisations. La difficulté ou plutôt l'antinomie est au cœur de ce qu'on appelle « la démocratisation de l'enseignement ». A l'explosion scolaire, comme on a dit, est-il possible de faire face autrement qu'avec des programmes simplifiés et abrégés, et aussi avec des maîtres hâtivement improvisés et qui ne pourront alors donner qu'une culture au rabais ? L'enseignement secondaire ne sera-t-il pas en France la première et principale victime de l'inévitable vulgarisation de la culture ?

Les périls sont certains. Et le pessimisme deviendrait le plus sûr si la transmission de la culture était forcément une trahison de la culture. Mais c'est ce postulat lui-même qui est discutable, parce qu'il prouve trop et que s'il était pris littéralement il serait la négation de cette culture dont il prétend jalousement protéger l'authenticité. La culture tient tout entière dans un phénomène de communication, c'est-à-dire de vulgarisation. Le rapport du maître au disciple fait la vie d'une culture, et ce qui est commun à l'un et à l'autre, savoir et attitude d'esprit, étant partagé se trouve déjà vulgarisé. Les termes mêmes de vulgarisation et de vulgarisateur induisent en tentation de contresens. La puissance de vulgarisation est quelque chose d'autre et non quelque chose de moins que le génie de création. Et quelques illustres ont pu être à la fois des découvreurs et des vulgarisateurs : le mythe de la caverne transmet les secrets de Platon sans les affadir mieux peut-être et plus universellement que les subtilités trop partiellement grecques de sa dialectique. Le Pascal des *Provinciales* et des *Pensées* a par démonstration expérimentale fait la preuve que les plus difficiles questions de théologie ou de morale pouvaient être traitées sans

technicité dans un langage universellement intelligible et sans perdre de leur profondeur, elles y gagnent en chaleur humaine et en vertu d'ébranlement. Et tant pis ou plutôt tant mieux si des embarras qui étaient cachés mais non pas ôtés grâce à l'ésotérisme pieusement pratiqué par les spécialistes se trouvent brusquement exposés à la désobligeante lumière de la place publique. L'apologétique passe assez couramment pour une vulgarisation méprisante de la théologie : pourquoi ne serait-elle pas aussi cette même théologie traduite d'une langue morte dans un langage vivant et devenue ainsi sensible au cœur ? Un Pascal, un Teilhard de Chardin font peut-être plus avancer la culture chrétienne que le travail, certes indispensable mais ésotérique, des écoles de théologie. Et les humanités scientifiques pour être véritablement un humanisme auraient besoin d'une vulgarisation qui soit à la science ce que l'apologétique de Pascal ou de Teilhard sont à la théologie. Il y a certes d'abominables vulgarisateurs ; mais l'échec même commun d'une fonction indispensable ne prouve pas grand chose contre la valeur et la nécessité de cette fonction. Un « Que sais-je » peut-être un chef-d'œuvre de l'esprit.

Le véritable vulgarisateur doit avoir le don des langues, être capable de traduire une culture dans le langage d'une autre culture. Il assure cette communication entre les cultures dont on a assez dit qu'elle était la vérité et la vie de la culture. Certes il est possible de poser tant de conditions et si rigoureuses à la vulgarisation qu'on la dira *a priori* impossible. Et pourtant la vulgarisation est nécessaire. Elle seule peut sauver cette universalité de la culture vers laquelle nous paraît tendre l'âge moderne d'un mouvement irréversible. Dès lors si le problème n'est pas résolu du moins se trouve-t-il correctement posé : l'avenir de la culture exige des vulgarisateurs. Une philosophie se souvenant de sa plus profonde vocation qui est d'être un lien entre les multiples univers de la pensée et de l'action pourrait, à condition de renouveler son langage et ses méthodes, jouer ce rôle de vulgarisation, elle dont le propos fondamental est d'affirmer que les multiples expériences des hommes tout en restant plurielles ne sont pas hétérogènes et incommunicables les unes aux autres.

Solution qui est d'attente et d'espérance. En dehors d'elle deux issues seulement sont possibles et leur alternative dans l'un et l'autre terme signifie l'agonie de la culture. Ou bien le caractère parcellaire du savoir va s'aggravant dans une dispersion sans remède, et la culture est le privilège de quelques rares Prospero qui abandonnent Caliban à un primarisme élémentaire, oubliant son inculture dans l'inconscience du confort. Ou bien la vulgarisation sera réalisée autoritairement par le moyen d'une doctrine totalitaire qui gouvernera les sciences et les lettres, les arts et les loisirs, aura dogmatiquement réponse à tout et sera le triomphe d'une sorte de technocratie intellectuelle. L'alternative cependant peut être brisée si la vulgarisation est l'œuvre d'une philosophie ouverte et interrogative, qui n'enferme pas l'homme dans une seule culture, qui le fasse participer au monde moderne en lui faisant vivre la contrariété des cultures, et qui le laisse vulnérable, inquiet, libre. Car la culture n'est pas l'accomplissement dernier de l'homme. Alors la démocratie pourrait être la vérité de l'histoire mais le jour seulement — et c'est le sens profond de l'idée même de culture — où l'aristocratie sera la chose du monde la plus répandue.

Etienne BORNE ■

C I N É M A

Cérémonie secrète

L'œil découvre d'abord une dame plutôt vulgaire, dans la pénombre d'une chambre dont le décor et l'atmosphère ne laissent aucun doute sur les activités de ladite dame. Univers clos et moite.

Un concours de circonstances la met en présence d'une femme-enfant. Celle-ci, riche et désœuvrée, a perdu une mère dont elle n'a jamais accepté la mort. La première, pauvre et prostituée, a perdu une fille dans un accident dont elle se sent responsable. Et dans la somptueuse demeure baroque de l'héritière, les deux femmes vont jouer la comédie de la famille et du passé retrouvés, une comédie où se mêlent de sordides calculs mais aussi l'espoir de retrouver chez l'autre le goût du bonheur. Univers clos et asphyxiant que vient troubler un homme, le beau-père de la femme-enfant, et que seul la mort et le crime pourront faire éclater : des mains de la fausse mère, et sur le cercueil de la fausse fille, l'homme mourra d'avoir séparé les deux femmes.

C'est en effet dans un univers dont les fenêtres ne s'ouvrent que rarement sur le monde extérieur que nous entraîne Joseph Losey. Un univers qui ignore notre société, ses gadgets, ses objets dociles et complaisants. Ni géographiquement, ni historiquement, l'aventure proposée n'est proche de nous. Le décor grandiose laisse en permanence peser un regard froid sur ces deux êtres qui tentent de se sauver l'un par l'autre de leurs obsessions. Et ceux qui se rendent au cinéma pour avoir les plaisirs de vivre, les fesses bien calées, et par personnage interposé, une aventure faussement inconfortable, ne pourront qu'être déçus ou irrités.

Car il faut descendre beaucoup plus avant dans un abîme enfoui dans la nuit des corps et des consciences. En cela, Losey reste fidèle à lui-même. Comme dans toutes ses œuvres majeures précédentes, il braque son projecteur sur la ronde désespérée que composent la vie et la mort, l'amour

et la haine, la raison et la folie, la violence et le sexe, pour constater en fin de compte la décomposition de ses personnages. Mais ne vous attendez pas non plus à assister au spectacle délirant des perversions sexuelles. Simplement, chaque geste des personnages, chaque scène s'articulent autour du clavier des équivoques.

Les récents progrès de la découverte psychologique commencent à circuler un peu partout ; cela commence à se savoir dans les campagnes que l'homme est une machine bien compliquée, que l'âme et le corps ne forment qu'un rameau de douleur, que le bonheur n'est que la réalisation retardée d'un désir infantile, et qu'il est normal de haïr et d'aimer tout à la fois ses parents. Et l'on accepte de plus en plus de se pencher sur cette nuit de l'homme.

Or, la projection de « Cérémonie secrète » n'est pas sans avoir suscité, en moi, une certaine lassitude à l'égard de ce déballage psychanalytique, parfois lent et ennuyeux, auquel se livre, à chaque film plus minutieusement, cet entomologiste des fourmis vicieuses que nous devons être en principe.

Il y a comme une complaisance à satisfaire une curiosité, camouflée bien sûr, mais qui s'affole délicieusement au spectacle défoulant de la passion et de la folie. Et ce spectacle, on l'accueille maintenant d'autant mieux sur l'écran que la morale, la stabilité et les assurances en tous genres concourent à les écarter de notre vie quotidienne.

Reste la constante magie créatrice de Losey. A chaque instant, décor, couleurs, bruits, montage, jeux des comédiens, tout conspire à nous envoûter. Toutefois, j'ai eu le sentiment que, tout comme la lucidité n'est jamais absente de ses personnages, Losey créait une sorte de marge entre l'écran et le spectateur et me rappelait ainsi que j'étais au cinéma. Libre à vous, donc, de vous laisser ou non embarquer...

Cécile DELANGHE ■

notes de Lecture

● D'UNE SAINTE FAMILLE A L'AUTRE par Raymond Aron

ESSAI SUR LES MARXISMES IMAGINAIRES

EN 1931, Raymond Aron part en Allemagne mettre à l'épreuve, dit-il, son « marxisme naïf ». Il assiste là-bas à l'embrassement de l'Europe par les idéologies totalitaires, fasciste et marxiste.

Cette expérience devait fixer à jamais son destin intellectuel : depuis lors, il n'a cessé d'opposer à « toute perspective totalisante sur l'histoire en train de se faire » l'étude humble et patiente des faits. Toute son œuvre d'historien, de sociologue, d'économiste l'a confirmé dans sa conviction première du « caractère libre et aventureux de tout engagement ». Rationaliste, libéral, l'adjectif importe peu. Dès qu'il voit poindre l'esprit de système, l'intolérance, et la violence qui en est le produit, le polémiste en lui se réveille et dénonce chez l'adversaire ivre de fausses évidences, contradictions, partialité ou légèreté. Et ce polémiste a la dent dure.

De cette cure de rigueur intellectuelle, son dernier livre est le meilleur exemple. Son titre démarque celui d'un pamphlet où Marx tourna en dérision les jeunes hégéliens qui substituaient la « rationalisation conceptuelle à l'enquête sur les faits et les causes ». Or les deux écoles parisiennes qui depuis la guerre se sont spécialisées dans le commentaire et le rajeunissement du marxisme, l'existentialisme de Sartre et le structuralisme de Althusser, rappellent étrangement, pour l'auteur, cette régression dans l'abstraction et la scolastique. Après Marx, Aron va la stigmatiser à son tour.

Mais avant d'engager le fer, il prend soin dans son introduction de se situer lui-même par rapport au marxisme. L'apport de ce dernier à la sociologie, à l'histoire, à l'économie considérées comme l'observation et l'interprétation inductive des faits sociaux a été si éclatant que nous sommes tous, aujourd'hui, un peu marxistes. Mais, du système, c'est-à-dire de l'orgueilleuse conception globale de l'être et du devenir humain, que reste-t-il ? Fort peu de choses. L'option métaphysique du matérialisme échappe, par essence, à la preuve. Quant aux prophéties qui devaient démontrer sur l'avenir la validité du système, à peu près aucune ne s'est réalisée. La croissance capitaliste se poursuit en Occident depuis 20 ans, sans cette crise majeure qu'annonçaient les théologiens marxistes ; le développement des forces productives aux Etats-Unis n'a pas entraîné la naissance d'un prolétariat révolutionnaire tandis que des révolutions se sont produites dans des pays non industriellement

développés. Enfin, quand des crises politiques ou sociales ont éclaté comme en 1914 ou 1930, on a vu surgir non l'internationalisme mais le nationalisme, ce qui amène Aron à penser que « la division de l'humanité en Etats souverains précède le capitalisme et lui survivra » et à écrire, parodiant Marx, que « les peuples se posent des problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre ».

Une fois rappelées les richesses mais aussi les limites de l'œuvre du maître, Raymond Aron s'en prend hardiment à ses récents épigones parisiens, Sartre qui tenta en 1960, dans la « Critique de la raison dialectique », de rénover par une injection d'humanisme existentialiste une œuvre menacée de sclérose, Althusser dont les deux livres « Pour Marx » et « Lire le Capital » se veulent une réinterprétation du matérialisme historique à la lumière du structuralisme.

Or, ces deux écoles bien qu'inspirées par des *a priori* philosophiques radicalement opposés — Sartre veut restaurer la *conscience* et la contingence contre le déterminisme oppressant de l'économique et du social, Althusser, au contraire, tient pour première la *structure* qui, par delà les individus, donne son visage original à chaque société — souffrent en commun d'un même vice : œuvres d'intellectuels en chambre, étrangers aux strictes disciplines des sciences sociales, leur affrontement rappelle les disputes des théologiens du bas Moyen Age et ne fait pas progresser d'un pas le vrai savoir.

Aron n'a aucune peine à montrer que les catégories de *groupe* et de *série* que Sartre tire de sa métaphysique personnelle pour interpréter l'histoire, n'ont qu'une similitude de façade avec celles des classes dont la lutte, pour Marx, explique le devenir des sociétés humaines. Leur incompatibilité est telle, la malédiction qui pèse chez Sartre sur le social est si profonde qu'il n'hésite pas à déclarer absurde la notion même de « dictature du prolétariat » ! Et surtout sa passion moralisatrice de l'absolu est si forte qu'il ne voit pour la liberté humaine d'autre lieu que la solitude ou la foule révolutionnaire. Ce qui pour l'historien soucieux d'étudier l'homme comme il est, c'est-à-dire vivant dans une société qui évolue justement « dans l'entre-deux de la série et du groupe, de l'aliénation et de la liberté » est une position déraisonnable et antiscientifique. Sans parler de cette autre entorse majeure à l'orthodoxie marxiste qui consiste à rétablir la rareté comme

fondement au moins partiel de la valeur ou comme source de l'hostilité entre les hommes.

Mais c'est à l'école structuraliste que Raymond Aron réserve à la fois le plus de place et sa critique la plus cinglante. Sartre trahissait la science mais voulait sauver l'homme. Si la méthode est détestable, le motif était bon. Le structuralisme, lui, méprise la science et étouffe l'homme sous le poids des concepts. Dans l'âpreté du ton que R. Aron met à en dénoncer l'imposture, on devine le haut le corps de l'humaniste.

Car il s'agit bien d'imposture. Althusser prétend dans toute l'œuvre de Marx s'en tenir au « Capital », la seule où celui-ci se serait débarrassé des relents hégéliens qui imprégnaient ses premiers livres. A une vision du devenir humain, à l'étude délicate, « ambiguë et équivoque » pour parler comme Raymond Aron, des rapports entre infra et supra-structure, Marx avait enfin substitué l'analyse rigoureuse d'un ensemble social, l'économie capitaliste, considérée comme un tout, comme une « structure ». Althusser appuie sa fidélité marxiste sur la découverte géniale, selon lui, de ces trois notions-clés que sont la valeur-travail, le salaire, la plus-value. Or, Raymond Aron démontre qu'aucune n'obéit aux critères de vérification que la science économique moderne — fût-elle même d'inspiration marxiste — retient aujourd'hui.

La notion de plus-value, en particulier, relève à la fois de l'histoire de la science et de celle des idéologies. Elle devrait donc être, plus que toute autre, suspecte. Elle est controversée par le fait que ce ne sont pas les entreprises qui emploient le plus de travail vivant qui font le plus de profit, au contraire. Elle n'est, au

dire même d'Althusser, « ni opératoire ni quantifiable ». Elle est incapable de rendre compte de la formation des prix, seule donnée observable et pertinente de la science économique. Ce n'est donc pas une donnée scientifique, mais un simple concept, un mot, au mieux une forme au sens aristotélicien, dont la structure se rapproche tant.

Pourquoi, dira-t-on, cette résurrection intempestive d'un des éléments les plus contestables du marxisme ? C'est qu'il faut, à tout prix, maintenir une opposition métaphysique entre les deux régimes, capitaliste et communiste, au moment où dans leurs moyens de production respectifs ils tendent à se rapprocher. D'où l'accent mis sur le mythe de la plus-value qui semble rendre aux rapports de propriété l'importance décisive qu'une analyse naïve ne parvient pas à dévoiler. Et l'auteur d'ajouter : « Il n'y a de science que du caché, va répétant la gent philosophique parisienne qui n'a jamais pratiqué aucune science ».

Selon Raymond Aron, le marxisme remis à la mode à Paris depuis 20 ans est un marxisme falsifié ou, comme il dit, imaginaire. Sartre y introduit des éléments qui lui restent parfaitement étrangers. Althusser tente de rendre vie à ce qui, en lui, est mort depuis longtemps. La vérité sur Marx reste à dire. L'auteur, qui avoue y songer depuis 40 ans, oblige son lecteur à se poser au moins une question : l'entreprise — traduire en termes de science la dernière théologie des temps modernes — a-t-elle un sens ?

Maurice BLIN ■

Gallimard.

● LA LIBERTÉ INTELLECTUELLE EN URSS ET LA COEXISTENCE

par Andreï D. Sakharov

L'OUVRAGE qu'Andreï D. Sakharov a réussi à faire publier dans les principaux pays occidentaux nous donne une idée assez précise du bouillonnement intellectuel que connaît depuis quelques années l'intelligentsia soviétique. Considéré comme l'un des pères de la bombe H russe, Sakharov est de la race de ces grands esprits scientifiques qui, tel Openheimer, s'aperçoivent un peu tard de l'usage que les hommes sont prêts à faire de leurs découvertes. Cette prise de conscience se traduit généralement par le silence et la retraite ou par des prises de position courageuses. Il a fallu un courage particulier à Sakharov pour écrire et publier ce livre.

L'objet de la réflexion du savant soviétique est l'avenir du monde. Il pense que cet avenir pourra être préservé si l'on en arrive à « une convergence, sur la base du socialisme, des deux grands systèmes économiques mondiaux ». Comme la plupart des hommes de science, Sakharov est obsédé par le problème de la guerre atomique et il dénonce les germes de conflits : la situation au Viet-Nam et au Moyen-Orient, les tentatives militaires d'exporter la révolution ou la contre-révolution. Il énumère les menaces qui pèsent sur l'intégrité physique et spirituelle de l'homme : la famine et la surpopulation, la pollution du milieu ambiant, les dictatures policières, les atteintes aux libertés intellectuelles. C'est dans ce dernier domaine que son analyse est la plus impressionnante. Sakharov parle en effet de son expérience et de celle d'écrivains qu'il connaît et qui ont pour noms Siniavsky, Daniel, Soljenitsyne. Pour lui, l'homme, dans son esprit, est soumis à des attaques de plus en plus violentes par son envi-

ronnement, par la culture de masse avilissante, par la standardisation de l'enseignement qui détruit le réflexe critique et sclérose les esprits, par la psychologie de masse aidée par les techniques nouvelles et enfin par la censure. A l'heure où les problèmes économiques et politiques deviennent de plus en plus complexes, chacun doit pouvoir être informé, chacun doit pouvoir s'exprimer, éventuellement pour s'opposer à une décision dont les conséquences pour l'humanité seraient incalculables. L'individu ne peut plus être soumis au volontarisme de quelques-uns.

La conception de Sakharov de la coexistence pacifique s'appuie sur une analyse bipolaire des forces dans le monde. L'Europe n'apparaît pas, les pays en voie de développement font l'objet d'une aide économique généreuse et Mao Tsé-toung est rangé aux côtés d'Hitler et de Staline parmi « les dictatures policières d'une cruauté monstrueuse, fondées sur la démagogie et le règne de l'hypocrisie ». Dans son analyse des USA et de l'URSS, Sakharov n'hésite pas à montrer la supériorité des premiers et à réfuter les thèses marxistes de la paupérisation et des contradictions internes du capitalisme ; s'agissant de l'URSS, il réclame une réforme économique complète, allant jusqu'à la vérité des prix pour les installations collectives et la suppression des privilèges non fondés sur l'efficacité. Arrivé à ce point, l'on ne comprend plus guère l'intérêt ou l'utilité « d'une convergence sur la base du socialisme ». Sakharov sent d'ailleurs qu'il se trouve dans une impasse et il tente alors de justifier le socialisme : « il fallait le socialisme pour donner au travail la dignité d'un accomplissement moral », « le socialisme, façon de

voir humaniste et internationaliste ». Il en arrive même à essayer de démontrer l'utilité du socialisme non point tant par ses qualités intrinsèques que par le rôle de stimulant qu'il a pu jouer sur le capitalisme.

A la fin de son livre, Sakharov décrit brièvement les étapes par lesquelles passera vraisemblablement la coexistence pacifique. Ces quatre étapes verront se réaliser d'importantes réformes économiques dans le monde socialiste ainsi que l'instauration, à l'Est, de systèmes multi-partis, le triomphe de la bourgeoisie de gauche réformatrice en Occident, l'accélération de l'aide aux pays en voie de développement et enfin l'installation d'un gouvernement mondial.

Dans l'esprit d'Andrei Sakharov, ce livre est une base de discussion qu'il propose aux « hommes d'honneur et

de réflexion ». C'est probablement la première fois que nous viennent d'URSS des propositions aussi dénuées d'arrière-pensées, aussi soucieuses de l'avenir de l'humanité. Mais le plus surprenant dans cet ouvrage est encore, pour nous, la critique lucide, presque cynique, de la pratique marxiste au XX^e siècle. A travers sa critique du stalinisme, une des plus violentes qui ait été décrite, et des insuffisances ou des abus d'une certaine forme de communisme, Sakharov ouvre la porte à un système — qui reste à construire — qui allierait l'efficacité capitaliste à la générosité du socialisme.

Jacques BOSSER ■

Gallimard.

● APRES LE REFERENDUM, L'AVENIR DE LA REGION

LE projet de régionalisation proposé au pays par voie de référendum a été repoussé. Mais le dossier est depuis trop longtemps ouvert et débattu pour que l'on puisse le refermer aujourd'hui. Le « NON » de l'électeur s'adressait davantage à la personne du chef de l'Etat qu'à une idée-force partagée par la majorité de l'opinion. Il serait dommage, et mal compris des Français, de renoncer à un effort que chacun s'est accordé à reconnaître souhaitable et possible.

Une littérature venue de tous les horizons a enrichi les vitrines de libraires. L'annonce de la consultation et la parution du texte gouvernemental ont encore encouragé la sortie d'essais, publications et manifestes consacrés à cette actualité très immédiate. Certains ne méritent qu'un œil pressé, d'autres, au contraire, une lecture attentive.

Parce que l'on peut espérer maintenant que la région va devenir autre chose que l'enjeu d'une querelle politique, parce que l'on peut souhaiter de nouveau qu'elle soit l'occasion d'une réflexion approfondie et concertée sur les moyens et les fins de notre société politique, il convient de reprendre les plus intéressantes analyses de la question.

Paradoxalement, le rejet du référendum redonne ainsi valeur et actualité à ces études. Elles retrouvent toute leur force de suggestion et d'incitation; le texte du gouvernement condamnait en effet à l'échec l'entreprise souhaitée et risquait de briser tout l'élan régional.

On peut enfin se demander : La région, pour quoi faire ?

A cette question, deux réponses, d'horizons différents, d'avenirs distincts.

L'une est d'essence libérale, celle d'Edgard Pisani (1), l'autre socialiste, d'Yves Durrieu (2).

Si les approches divergent profondément, elles se rejoignent dans une même dénonciation de nos institutions et de nos tendances et dans une condamnation du projet qui nous était présenté.

Que nous proposait-on ? Des dispositions ambiguës, un découpage artificiel, des assemblées régionales sans vrais pouvoirs, un exécutif préfectoral puissant, et surtout le maintien des échelons intermédiaires qui empêche tout changement.

« Plutôt ne rien faire que de se donner l'illusion

(1) « La région, pourquoi faire ? » - Calmann-Lévy.

(2) « Régionaliser la France. Capitalisme ou Socialisme » - Mercure de France.

d'entreprendre. La réforme doit être totale ou elle doit être retardée. Ne jouons surtout pas avec un ensemble qui ne peut guère être amendé, laissons-le fonctionner jusqu'au jour où s'imposera une conception nouvelle. Mais prenons garde, il se fait tard. »

Curieusement, c'est l'ancien préfet qui suggère les idées les plus révolutionnaires et le bouleversement le plus profond.

D'esquisse du remède radical qui mettrait fin au mal ancien de notre civilisation politique, son essai est aussi une critique féroce et polémique de ce qui lui apparaissait alors comme le triomphe de ces « Jacodins » que nous sommes. Jacodin ? c'est-à-dire « être hybride, et, à tout prendre, singulier, qui veut tout et son contraire, et qui, à l'inverse de l'âne de Buridan, lequel refusait de choisir, choisit tout avec le même emportement et s'emporte, contre le ciel, du poids de ses incohérences ». Le risque, certes, demeure.

Le verdict était sévère ; c'est le prononcé de la faillite d'un système qui est encore le nôtre, et l'annonce d'un échec à venir qu'il s'agit maintenant d'éviter.

La note mélancolique sur laquelle s'achève le livre : « Et la fête continue, la triste fête de notre décadence... » mesure la déception de l'auteur.

Tant de désabusement, d'ironie et parfois même d'aigreur sous la plume d'un ancien responsable politique et administratif entraîne chez le lecteur un certain malaise ; sentiment d'impuissance et d'inquiétude devant une fatalité si habilement décrite ; sentiment d'agacement aussi, il faut le dire, devant ces critiques tardives et rancunières et ces accusations portées contre les complicités des notables de tous bords.

Son analyse n'est pas neuve. Beaucoup d'autres avant lui avaient fait le procès d'une centralisation croissante et paralysante, d'un Etat omniprésent, du poids considérable de la capitale dans les moindres décisions, de l'encombrement d'un appareil administratif toujours plus pesant. Depuis 1950 ont abondé les prises de position d'hommes politiques et d'observateurs de la vie économique et sociale. La plupart se plaçaient dans l'optique d'un aménagement du territoire ; quelques-uns abordaient le problème du déracinement du citoyen et de son dessaisissement au profit de pouvoirs lointains et abstraits auxquels il ne participe pas. D'autres encore entreprenaient de décrire avec humour et férocité la traduction de cette centralisation dans notre tempérament politique, individuel et collectif, qui empêchait proprement toute réussite institutionnelle et administrative.

C'est un fait bien connu et souvent décrit que le Français est méfiant et conservateur. Méfiant de son voisin, mais surtout de l'Etat qu'il critique tout en revendiquant ses faveurs.

En rouvrant *L'âme du peuple* d'André Siegfried, on lit : « En latins authentiques, nous considérons l'Etat comme une entité extérieure et supérieure à l'individu, éventuellement dangereuse pour lui. A nos yeux, l'Etat est un peu comme un ennemi contre lequel il faut se défendre, auquel il est prudent de soustraire, dans l'intérêt supérieur de la famille, le plus possible de ce qu'il cherche insidieusement à nous prendre... »

» Ainsi donc le Français, quand il recourt à la puissance publique, se trouve-t-il tenté de la considérer, non comme une entreprise dont il est l'associé solidaire, mais comme une vache à lait dont il faut tirer pour lui le maximum. »

Conservateur plus encore quand il s'agit de renoncer à ses habitudes ancestrales et d'abandonner la terre, la petite ville et la routine. C'est Paul Morand qui écrivait dans *Hiver Caraïbe* : « Ressemblance frappante entre les Chinois et nous. Passion de l'économie, art de faire durer les choses en les réparant indéfiniment, génie de la cuisine, méfiance, politesse centenaire, xénophobie invétérée mais passive, conservatisme coupé d'ouragans sociaux, manque d'esprit public, vitalité de vieilles gens qui ont passé l'âge des maladies. Faut-il croire que toutes les anciennes civilisations se ressemblent. »

La critique n'est donc pas nouvelle. La réforme de l'Etat, le renouvellement de l'esprit civique et le défi du monde moderne ont fait éclore depuis une quarantaine d'années ce genre de littérature et les propositions qui se résument pour la plupart à une réorganisation de la France sur des bases régionales. Il est apparu à tous que la centralisation était un facteur de sclérose et d'inertie, que dans un souci de rationalité et de réveil civique il convenait de définir un nouvel échelon intermédiaire décentralisé. De la gauche à la droite, l'accord semble réalisé. Mais l'intérêt du livre d'Edgard Pisani ne se trouve pas seulement dans la saveur ou l'agressivité de sa description de l'absurdité et de la fatalité du système centralisateur.

Certes, les formules sont sans appel quand il décrit l'avitaillement de notre édifice politique et administratif : « Pour la Nation, l'Etat est devenu un appareil pesant dans lequel elle ne se reconnaît plus », ou les rapports dégradés qui se sont instaurés entre l'Administration et le citoyen : « Aucune immoralité nationale particulière ne justifie que nous soyons tous des *suspects* et que le fonctionnaire s'arroge le droit de juger de tout et de tous *comme s'il était l'Etat*, alors qu'il ne devrait en être que le serviteur. »

« L'Administration est malade d'elle-même, car elle s'est progressivement identifiée à l'Etat qui était sa raison d'être. »

Ni même dans la sévérité des dénonciations de toutes les complicités qui freinent le changement :

« La France n'aime pas son industrie : elle n'aime ni ses usines, ni ses villes. »

Ni enfin, dans sa constatation de l'impossibilité pour l'Etat de rendre vie à des partenaires dont il a « aspiré la substance » et qu'il ne peut reconnaître sans au préalable dépérir.

Le poids de l'image est essentiellement dans la signification conférée par l'auteur à ce qu'il nomme le « réflexe régional », signification qui traduit une grande exigence et n'apparaît que peu, au contraire, dans l'essai d'Yves Durrieu. Pour ce dernier, il ne s'agit encore que de doter le pays des structures propres à

égaliser les chances de chaque région. Finalité économique et finalité sociale ne sont pas incompatibles et commandent un dépassement des cadres traditionnels et une action volontaire que seul un système socialiste est à même de conduire. Le capitalisme et le libéralisme condamnent à l'échec toute entreprise. Parce que manquent précisément la volonté politique et le souci de briser l'enchaînement du système.

Là se rejoignent et divergent les deux auteurs. Le diagnostic est identique, la thérapeutique différente.

Le pessimisme désabusé de M. Pisani l'amène à prendre une position plus révolutionnaire que celle du défenseur de la théorie socialiste. Il s'agit moins de substituer un système économique à un autre, un processus de prises de décisions à un autre, qu'à refaire la démocratie, qu'à rompre l'engrenage.

L'enjeu n'est plus de lutter contre les disparités régionales mais de retrouver l'Etat démocratique, de réconcilier l'Etat et la Nation. Il passe par un dépérissement de l'Etat, par la désacralisation de la politique et de l'administration ; la réinsertion du citoyen dans la cité commande la disparition des actuelles collectivités locales. La réforme régionale entraîne celle de la commune ou du département.

La région n'est ni une fin, ni un moyen. Elle ne résoudra pas le problème économique ou le problème européen, ce n'est pas une panacée. Plus que l'instrument d'une politique de planification ou d'aménagement du territoire, elle est la condition d'une redécouverte de la démocratie, d'une nouvelle pédagogie pour notre XX^e siècle.

Parce que le Français ne se reconnaît plus dans ses collectivités traditionnelles, où niveau d'élection et niveau de responsabilité ne correspondent jamais, ni dans un Etat investi par une administration centralisatrice, parce qu'il aspire à s'inscrire dans une communauté qui lui apporte les *commodités* matérielles dont il a besoin et la *participation* qu'il demande, il faut bouleverser notre système administratif et politique.

C'est pour créer les conditions d'une gestion efficace, d'une démocratie vraie et d'une purification du tempérament politique, pour faire contrepoids à cet Etat omniprésent que doivent naître les régions dont la signification même rend dérisoires les vaines querelles. Il est absurde de se disputer sur le choix entre la déconcentration et la décentralisation, entre de grandes ou de petites régions ou même sur les pouvoirs des régions ou la composition de leurs assemblées. La finalité de la réforme impose les choix : pour conférer à chacun un sentiment d'appartenance, la région sera nécessairement assez large, pour être un niveau de premier arbitrage et se doter des moyens d'études et d'animation ; elle s'enroulera autour d'un centre urbain suffisant pour être un point de confrontation ; elle exercera le plus grand nombre possible de fonctions et bénéficiera de ressources propres suffisantes et des moyens intellectuels et technologiques nécessaires.

« Pour que les citoyens s'intéressent à un pouvoir et le surveillent, il faut que le pouvoir soit fort ; inversement les élus n'accomplissent efficacement leur tâche que s'ils savent qu'ils ont des comptes à rendre. » Il s'ensuit que les membres de l'assemblée régionale, même socioprofessionnels, doivent être nécessairement élus au suffrage universel direct, tandis que l'exécutif régional devrait être à terme élu lui-même par l'Assemblée.

Mais parce que l'enjeu est le dépérissement de l'Etat et la naissance d'une nouvelle citoyenneté, la réforme entraîne inévitablement une réorganisation communale,

une réforme fiscale et une remise en cause du département.

A ce stade, Edgard Pisani, à l'encontre d'Yves Durrieu, ne craint pas un bouleversement que n'ont pas osé opérer les pouvoirs publics, et auxquels s'opposent, par un réseau de complicité très dense, les notables administratifs et politiques. Cette nouvelle « architecture » lui semble la condition même de la notification du recrutement des élites, de la transformation des jeux politiques et du bouleversement souhaité des habitudes administratives françaises.

On peut discuter et contester cette option particulièrement s'il s'agit de promouvoir l'intérêt des citoyens pour la vie politique.

Certes, la démocratie locale apparaît sous bien des

aspects illusoires. Les collectivités territoriales traditionnelles ont perdu toute autonomie et toute responsabilité réelle. Elles existent pourtant encore et ont profondément pénétré nos esprits. Il faut cependant convenir avec l'auteur que le risque est grand de trop disperser l'attention des Français et d'encourager ainsi leur désintérêt.

L'amertume de l'ancien préfet devant une réforme qu'il croyait manquée et confisquée par les « Jacondins » est à la hauteur de ses espérances passées, redevenues présentes.

Après le 27 avril, ses propositions reprennent un sens. On en mesurera dans les mois à venir la force de persuasion...

Geneviève PASCAUD ■

● LA FIN DE LA III^e REPUBLIQUE (1938-1940)

par Edouard Bonnefous

Dans toutes les républiques qui se sont succédé en France, la troisième du nom est pour l'instant la plus longue. Dans le temps, elle prend place entre le 4 septembre 1870 et le 10 juillet 1940. Elle a commencé et fini alors qu'une guerre opposait la France à l'Allemagne. La défaite de notre pays a présidé à sa naissance et à sa mort.

M. Edouard Bonnefous, membre de l'Institut, sénateur, ancien ministre, s'est attaché, dans une longue suite d'ouvrages, à analyser l'histoire politique de la III^e République pour la période qui va de 1906 à 1940.

Sept volumes ont été nécessaires pour épuiser le sujet. C'est dire que l'auteur n'a voulu négliger aucun détail, n'omettre aucun événement, n'écartier aucune hypothèse dans l'interprétation des faits.

Quand on aura bien noté que le sujet, dès le départ, avait été limité à une histoire *politique*, laissant de côté tous les autres aspects de l'évolution de la France, on aura compris que l'œuvre de M. Bonnefous constitue, à ce jour, la somme la plus complète de tout ce qui s'est passé en fait d'événements politiques durant la période considérée.

La publication aux « Presses Universitaires de France » des sept volumes pourrait laisser croire que l'œuvre est plus particulièrement destinée au professeur et à l'étudiant. Certes l'un et l'autre trouveront à leur lecture matière à information et à enseignement. Mais il serait regrettable que l'accès de cette œuvre reste l'apanage des cercles universitaires et qu'elle n'atteigne pas aussi « l'honnête homme ». Faut-il rappeler que la connaissance de l'histoire stimule la réflexion et qu'une meilleure connaissance du passé permet de comprendre le présent et de mieux préparer l'avenir ?

Le septième volume intitulé « La course vers l'abîme » est venu au début de 1968 clore et couronner le cycle. Aucun autre titre ne pouvait mieux caractériser la période qui va de janvier 1939 au 10 juillet 1940.

De l'enchaînement des faits rapporté par M. Edouard Bonnefous se dégage une impression bizarre, désagréable comme si la France avait été à la fois victime de la fatalité et l'artisan de sa propre perte. Notre pays à ce moment là fait penser simultanément à l'homme qui lutte en vain pour sortir d'un tourbillon sur lequel il n'a aucune prise mais aussi à l'étourdi qui est en train de scier la branche sur laquelle il est assis.

Il serait vain de vouloir ici retracer les grandes lignes de « la course vers l'abîme ». On se bornera à quelques annotations destinées à « mettre en appétit » le lecteur éventuel.

Se souvient-on, aujourd'hui, qu'en septembre 1940, la France n'a jamais déclaré la guerre à l'Allemagne et a entamé les hostilités sans que le Parlement, pourtant seul juridiquement compétent, se soit prononcé sur ce point ? C'est ce qui ressort de l'analyse des débats parlementaires de l'époque où l'on voit intervenir un vote sur des crédits militaires auquel le gouvernement Daladier accordera la signification d'une déclaration de guerre...

Connait-on de nos jours le « Projet d'Union Franco-Britannique » qui prévoyait une fusion complète des pouvoirs publics et une liaison absolue entre les destinées de la France et de l'Angleterre ? Ce projet dont Jean Monnet était l'un des auteurs, devait être présenté le 16 juin 1940 aux deux gouvernements et faillit aboutir sous l'impulsion... du général de Gaulle.

Sait-on aujourd'hui que le potentiel militaire de la France en 1939 était équivalent à celui de l'Allemagne et qu'elle disposait d'autant de chars et d'avions que son adversaire ? M. Bonnefous dresse sur ce point un bilan éloquent à partir duquel il établit, sans complaisance, les responsabilités écrasantes de l'état-major. Responsabilités dont il faut voir d'ailleurs les limites, car en démocratie elles ne peuvent être qu'à la mesure de la démission du pouvoir civil.

Les événements décrits par l'auteur sont encore trop récents pour que toutes les passions qu'ils ont suscitées soient complètement apaisées. De ce fait, certains « doctrinaires » et « puristes » de l'histoire dénieront à M. Bonnefous le titre d'historien. Mais le lecteur, qui n'a pas une vue aussi étroite des choses, considérera que « l'Histoire de la III^e République » tire justement son intérêt d'avoir été écrite par un auteur qui a vécu les événements dont il parle et connu leurs acteurs.

La triste fin de la III^e République montre bien que la démocratie ne s'accorde pas de démissions, de petites manœuvres ou tactiques à court terme, elle ne vit qu'à la condition de se fonder sur un projet de civilisation et sur des valeurs qui ne supportent pas d'être bafouées.

Henri DISSEZ ■

Presses Universitaires de France.

UNE NIAISERIE HUMANISTE : LA PHILOSOPHIE

par Etienne BORNE

Il est des arguments en forme de pavés. Et comment ne pas chercher à protéger sa tête lorsque, docile aussi à cette mode qu'est devenu dans le débat d'idées le terrorisme du verbe, un chroniqueur du plus éclairé, du plus moderne et du plus raisonnablement avancé de nos hebdomadaires tient le livre que P.H. Simon a appelé « Questions aux Savants » pour une niaiserie humaniste — l'humanisme, nostalgie des rhétoriques sécurisantes d'antan, ne pouvant être, en notre siècle, qu'un obscurantisme hostile à la science. C'est pourtant de la science elle-même, telle qu'elle est et telle qu'elle est devenue à sa pointe la plus avancée que surgit ce questionnement que met en forme P.H. Simon et qu'on ne saurait éluder sans abdiquer toute réflexion critique. Comment ne pas se demander en effet quelles promesses de libération ou quelles fatalités de servitude se trouvent liées, dans l'avenir de l'homme, à ces escalades jumelles que constituent le progrès accéléré des connaissances et l'efficacité croissante des techniques ? Comment ne pas se demander aussi si les résultats de la science nous imposent ou non une image de l'homme et une conception du monde définitivement établies et qui du coup disqualifieraient la recherche proprement philosophique en démystifiant l'inquiétude métaphysique ? Comment, et c'est la question la plus radicale, ne pas se demander enfin si la science donne sa véritable signification à l'aventure humaine ou si, par l'effet inévitable de ses méthodes réductrices, elle détruit pour la renvoyer à la mythologie la notion même de sens ? Ainsi s'interrogeaient — car les questions aux savants de P.H. Simon sont exactement des questions de savants — un Einstein ou un Oppenheimer, ou encore un Jean Rostand lorsqu'il écrivait « Inquiétudes d'un biologiste ». Autant d'illustres représentants de ce que les péremptores de « l'Express » nomment la niaiserie humaniste.

En vérité, le débat ne saurait être entre l'humanisme et son contraire, car l'antihumanisme à quelque niveau qu'il se situe, celui des vulgarisateurs ou celui d'une certaine école de savants — celle qui va de Jacques Monod, au biologiste moléculaire, jusqu'à Michel Foucault, dans l'ordre des sciences humaines, et avec laquelle P.H. Simon a entrepris d'ouvrir le dialogue, cet antihumanisme donc est également un humanisme et le plus dogmatique qui soit puisqu'il prétend satisfaire par une réponse décisive l'interrogation sur l'homme. Dire avec Jacques Monod que l'homme est arrivé à se démontrer à lui-même qu'il n'est dans l'univers, biologiquement considéré, qu'un hasard d'importance nulle ou avec Michel Foucault que l'homme, comprenant qu'il n'est qu'un produit ou un résultat à l'intersection d'un certain nombre de structures sociales et de systèmes culturels doit finir par s'avouer qu'il est quelque chose et non pas quelqu'un, chose au demeurant provisoire et effaçable, c'est dans l'un et l'autre cas, dont la convergence est remarquable, tenir un discours et un discours exhaustif sur l'homme, dont on sait désormais exactement tout en découvrant qu'il n'est rien. Pour être pessimiste et, tranchons le mot, nihiliste, un humanisme ne laisse pas d'être un humanisme. Si la guerre des humanismes ou plutôt la tension entre les humanismes est inévitable, on ne saurait en attendre la défalque de l'humanisme.

La science n'a donc pas tué l'humanisme puisque un certain nombre de savants lui demandent une solution au problème de l'homme. Mais cette solution, ils l'obtiennent par une extrapolation dont il faut bien dire qu'elle n'est plus scientifique mais proprement philosophique. Et le néo-scientisme contemporain — dont la mise en question est l'objet du livre de P.H. Simon — est exactement une méta-science, une méta-physique, qui ne saurait se réclamer de la science pour s'imposer dogmatiquement et refuser la confrontation avec d'autres philosophies. Car il y a, et c'est là le nœud du problème, une pluralité de lectures possibles de la science et des résultats de la science. Certes la science n'est pas incapable de ruiner radicalement des cosmologies ou des anthropologies dans lesquelles les humanismes du passé pouvaient chercher confirmations ou justifications. Ainsi la notion d'évolution a congédié, sans espoir de retour, un monde fixiste, identique à lui-même à travers un temps qui serait alors dépourvu de substance et de sens ; et de même il se pourrait que la notion de structure et de système (qui appartiennent à un tout autre univers de pensée que celle d'évolution), et qui est la forme à peine renouvelée prise aujourd'hui par le concept classique de déterminisme, rende intenable l'affirmation en l'homme d'une indépendance, totale, abstraite, déracinée, laquelle ne serait au surplus qu'une caricature de la liberté. Mais l'évolution comme vérité scientifique n'est pas à elle-même sa propre intelligibilité et ne tranche pas entre les diverses possibilités d'une accumulation de hasards heureux, ou d'une finalité immanente à la vie et suscitant des propres conditions de réalisation, peut-être pressentiment et symbole d'un plus haut dessein. Et de même que l'homme se trouve au croisement d'une multiplicité enchevêtrée, et à la limite scientifiquement débrouillable, de déterminismes divers, cette situation laisse intacte ou plutôt pose d'une manière d'autant plus inéluctable une alternative philosophiquement déchiffrable : la rencontre de déterminismes en un lieu privilégié de conscience et d'intelligence compose-t-elle la figure sans visage d'un destin impersonnel ou propose-t-elle à chacun et à tous la matière, riche de significations virtuelles et ambiguës pour une destinée à accomplir qui ne raturera pas les noms propres au profit des choses et des systèmes.

Ce qui est en question dans un tel débat, c'est la philosophie elle-même, dont on veut qu'elle soit une forme du discours humain, historiquement et culturellement située et dépassée. Et par niaiserie humaniste, on entend la sottise d'une philosophie devenue bourdonnement de paroles vaines, dès lors qu'elle survit à ses conditions d'existence en un siècle où toute vérité ne saurait être que scientifique. Les philosophes d'aujourd'hui, mis à part quelques belles et courageuses exceptions, intimidés, démoralisés, réduits aux états d'âme, répondent bien mal à cette agression qui fait plus qu'annoncer leur mort prochaine puisqu'elle veut être constat objectif de leur décès déjà acquis. Si bien que P.H. Simon a dû suppléer avec les ressources qui sont les siennes, et dont nous savons la qualité, à ce qu'il faut bien appeler une carence. Mais il ne faut pas laisser confondre, et l'auteur de « Questions aux savants » en serait bien d'accord, la cause pour laquelle il se bat dans son livre avec une simple défense et illustration des humanités classiques. Comme il est dit, justement dans un grand classique, « il y va de bien plus », d'un certain droit au questionnement, justifié par l'ambiguïté de toutes choses, et qu'on ne peut nier sans décapiter l'homme.